



Archives municipales de Villepinte - A l'arrivée du courrier (1910), 2Fi352



Archives municipales de Villepinte - Carte postale du château rouge (1881), 2Fi161

LE SANATORIUM

DE VILLEPINTE

L'Œuvre de Villepinte, fondée en 1881 par les religieuses de Marie-Auxiliatrice, devient Association de Villepinte en 1918 et est reconnue d'utilité publique en 1920. Elle doit son nom à la ville de Villepinte où elle crée le 1^{er} sanatorium de France.

C'est en 1881, et sur les recommandations du Dr Lefèvre, médecin de Livry, que les Religieuses de la Congrégation des Sœurs de Marie Auxiliatrice font l'acquisition, du « Château Rouge » dont les seuls vestiges sont la partie jouxtant l'église ainsi que le passage suspendu reliant la bâtisse à l'église. Cet édifice imposant, avec ses murs de briques rouges est composé de deux ailes en équerre de style Louis XIII et d'un parc de 11 hectares. Cet achat permettra aux religieuses de continuer à soigner les jeunes filles atteintes de phtisie (tuberculose pulmonaire) qu'elles accueillent dans quatre anciens pavillons de chasse loués à Livry.

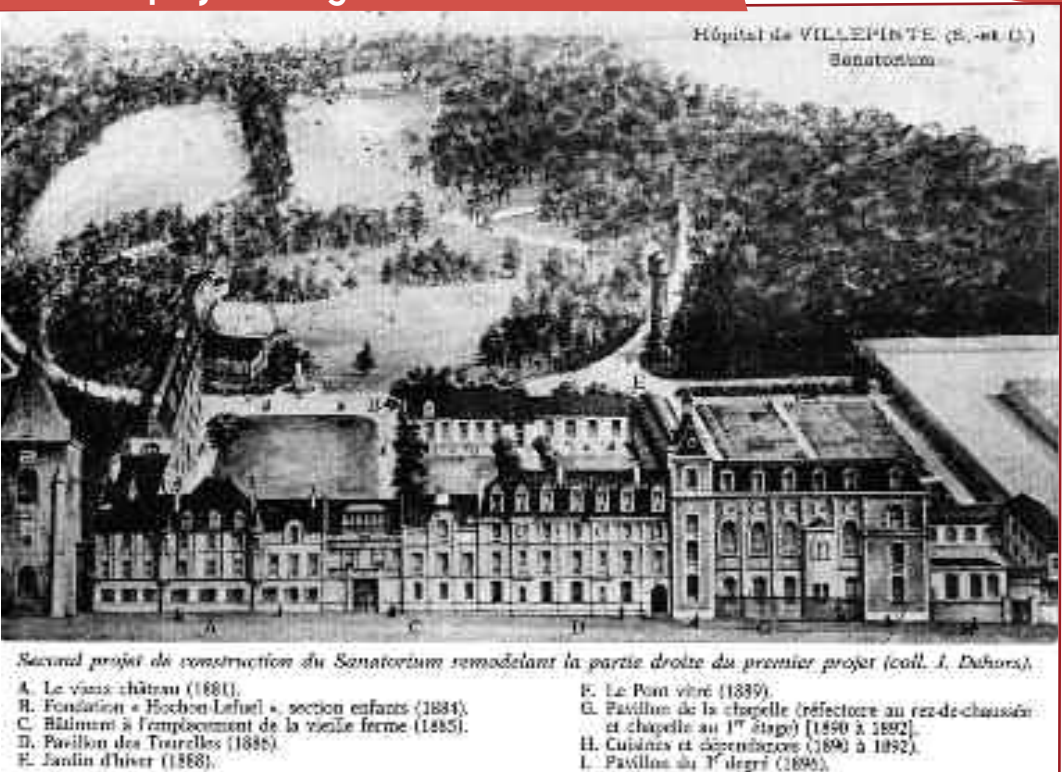
Le 19 mars 1881, « l'asile Sainte-Marie » est ouvert à 32 jeunes malades soignées par 8 religieuses. Le sanatorium ne cesse de s'agrandir puisqu'en 1882, l'Œuvre acquiert la ferme attenante au château, ce qui porte à 66 le nombre de lits, puis à 100 en 1884, après l'aménagement d'une grange en vue d'accueillir les enfants nés de parents tuberculeux (fondation « Hochon-Lefuel »).

Une journée
au sanatorium
en 1885...

zoom

8h : réveil,
déjeuner au lit, soins, ménage
11h15 : « dîner », temps libre
13h-15h : goûter, promenade
16h-17h : travail des doigts,
lecture amusante
18h : souper
20h : coucher

Des projets d'agrandissement à foison



Archives municipales de Villepinte - Évolution architecturale du sanatorium (s.d.), 2Fi263

Le sanatorium ne cessera de s'agrandir par la construction de nouveaux bâtiments de 1882 à 1896 pour répondre aux demandes croissantes d'admission et aux exigences de traitement et confort des malades. En 1896, le nombre de lits s'élève à 290.

Un magnifique jardin d'hiver aux essences résineuses est aménagé en 1886 (qui existe toujours) ; une grande cure d'air est construite dans le parc en 1903, vaste « tribune » semblable à celle des champs de course. Elle est fermée au nord et ouverte au sud, permettant le repos tout en respirant le bon air.

Bassins filtrants et tour d'eau assurent l'assainissement de l'eau au départ comme à l'arrivée (cette dernière existe toujours dans le parc).

Un comité médical composé des médecins les plus compétents, en lien avec le docteur Koch de Berlin, s'efforce d'appliquer les nouveaux traitements qui se mettent en place contre ce fléau qu'est la tuberculose. Les religieuses sont aussi très attentives pour alterner les soins et les détente : lecture, promenades dans le parc et jeux. Avec l'aumônier, les Sœurs répondent aux besoins spirituels des patientes. Une grande chapelle est construite en 1897 à la suite du pavillon des Tourelles ; on y célèbre encore des offices (vitreaux et dallage sont d'origine). En 1922, un nouveau pavillon : le pavillon Saint-Louis agrandit considérablement la capacité du sanatorium à 500 lits. La tuberculose régressant et se soignant en ambulatoire, il est fermé définitivement en 1971.



Archives municipales de Villepinte - Le jardin d'hiver (s.d.), 2Fi49



Archives municipales de Villepinte - Entrée du Pavillon Saint-Louis (s.d.), 2Fi147



Archives municipales de Villepinte - Devant le pavillon de Cure d'Air (s.d.), 2Fi52

Une reconversion nécessaire

Dès 1974, une reconversion s'impose aussi pour Sainte-Marie. Le 11 février 1975, les premiers patients atteints de cancers arrivent. Depuis, l'établissement Sainte-Marie offre deux services de cancérologie et de soins palliatifs et a ouvert un service de gériatrie. Les religieuses ne sont plus dans les services « actifs » mais assurent un bénévolat ; par leurs visites, elles sont une présence et une écoute pour les malades, leurs familles et le personnel.



LE



Collection Daniel Laurent - La baignade dans le canal (s.d.)

CANAL DE L'OURCQ

DE VILLEPINTE

Le canal de l'Ourcq, empreint d'histoire, est un véritable atout pour la ville. D'une voie de communication très empruntée au XIX^e siècle, il se transforme en lieu de villégiature et de loisirs où les habitants des environs aiment se baigner, pêcher et se promener. Il mesure 96,6 kilomètres, dont 1 680 mètres sur la commune de Villepinte. Sa construction débute en 1802 pour ne s'achever qu'en 1822.

Le problème de l'eau potable à Paris

Les Parisiens manquent d'eau et, surtout, elle est de très mauvaise qualité. Napoléon Bonaparte convient alors, en 1800, qu'il faut acheminer à Paris une eau de bonne qualité. Les travaux de dérivation de l'Ourcq commencent le 13 août 1802 sous la direction de l'ingénieur Pierre-Simon Girard. En 1808, le bassin de la Villette est achevé. Le 2 décembre de la même année, les digues qui retiennent les eaux du bassin de la Villette sont rompues, faisant entrer l'eau de l'Ourcq dans Paris. En 1823, les eaux de l'Ourcq s'engouffrent définitivement dans le canal de dérivation mais avec des pertes considérables dues à de nombreuses fuites.

Une position stratégique

Le 13 juin 1940, les forces allemandes se heurtent aux forces françaises, stationnées le long du canal de l'Ourcq, là où il franchit la butte du Bois Saint Denis, à la frontière entre Villepinte et Tremblay. Elles doivent défendre leur position coûte que coûte. La résistance est féroce et les combats acharnés pendant sept heures. Au milieu, trois civils sont pris sous le feu. Ils se sont réfugiés au sous-sol de leur maison. Il s'agit de M. Savar, de sa femme et d'une voisine, M^{me} Pau. Le bilan de la journée est lourd : environ dix morts côté français et neuf morts côté allemand. Les blessés se comptent par dizaines. Dans la bataille, un obus ennemi a détruit la marquise du cinéma du Vert-Galant. Finalement, les troupes françaises se replient, à court de munitions et numériquement inférieures.

quelques chiffres

Longueur :
près de 100 kms
Durée des travaux :
20 ans
Début XX^e siècle :
20 000 bateaux/an



Archives municipales de Villepinte - Vue du canal de l'Ourcq (1938), 2Fi27



Archives municipales de Villepinte - Pont de Villepinte (1909), 2Fi418

Un projet de longue date

L'Ourcq, avant d'être un canal, est un petit affluent de la Marne qui naît dans la forêt de Retz, dans l'Aisne. Plusieurs projets de dérivation de la rivière de l'Ourcq lui ont donné son visage actuel :

- En 1526, le roi François I^{er} autorise des commerçants parisiens à exploiter et entretenir la rivière.
- Entre 1529 et 1636, plusieurs barrages et ouvrages de canalisation sont construits sur l'Ourcq pour approvisionner Paris en bois de chauffage et en céréales.
- Dès 1679, l'ingénieur Pierre-Paul Ricquet de Bonrepos propose d'amener, par un canal navigable, l'eau de l'Ourcq jusqu'à la place du Trône (actuel place de la Nation) à Paris. Son décès, en 1680, interrompt le projet qui est définitivement arrêté par le Parlement de Paris en 1684.



Archives municipales de Villepinte - En avion, au dessus du Vert-Galant, (environ 1950), 2Fi439

Le transport fluvial

Ce n'est que le 4 novembre 1825, après de nombreux travaux de colmatage, que le canal peut enfin s'ouvrir à la navigation. En 1838, un service de bateaux-poste fait la liaison entre Paris et Meaux en trois heures et en transportant une soixantaine de passagers. Le canal permet le transport de bois, de briques, de pierres, mais surtout du plâtre ou des pierres à plâtre. Chaque marchandise a son tarif. Ainsi, le blé, la farine et l'avoine entraînent un coût de transport de 0,06 franc par tonne et par distance de 5 km. En 1876, la ville de Paris devient propriétaire de la totalité du réseau et le remet à neuf. En effet, il était très abîmé par les fréquentes ruptures de digues. En 1895, le canal est élargi dans Paris pour permettre le passage des bateaux de grand gabarit (1 000 tonnes). Depuis 1962, il ne sert plus à la navigation de commerce qui a été remplacée par la navigation de plaisance.



LE Cimetière DE VILLEPINTÉ

Collection Daniel Laurent - Le cimetière de Villepinte au début du XX^e siècle

le saviez-vous ?

Avez-vous remarqué le carré dédié aux sœurs de Marie-Auxiliatrice avec sa croix ?

Les lettres «M» et «A» sont entrelacées pour Marie Auxiliatrice

L'arrivée du sanatorium et l'agrandissement du cimetière

Avec l'ouverture du sanatorium en 1881 se pose le problème des inhumations pratiquées par l'asile Sainte-Marie dans la partie commune du cimetière. En effet, celui-ci arrive à saturation et les habitants de Villepinte refusent de voir leurs morts déterrés au profit d'étrangères. En 1884, la ville demande alors à l'Œuvre de Villepinte de s'acquitter des frais d'agrandissement en évoquant la situation financière délicate de la commune et la proportion du terrain occupé par les mortes de l'asile. Elle accepte et propose une participation de 1800 francs, jugée insuffisante par le Conseil Municipal.

Le 20 février de la même année, on décide de l'expropriation des terres de Messieurs Taveau et Lajuinais ainsi que de Madame Biesta pour une superficie de 20 ares. En 1890, paraissent les 43 articles du règlement intérieur du cimetière sans que les travaux aient encore commencé. Onze ans plus tard, la ville s'alarme de nouveau car la partie des fosses communes est quasiment remplie. La superficie d'agrandissement est revue à la hausse et nécessite l'annexion de deux nouveaux terrains. En effet, Villepinte compte alors 77 décès par an en moyenne. Les travaux débutent en 1905. Le cimetière a alors une capacité de 1823 places.

Les concessions se louent : 5 ans, 10 ans, 15 ans (30 francs le m² en 1890), 30 ans (50 francs le mètre carré superficiel en 1890), 100 ans ou à perpétuité. En 1952, le cimetière s'agrandit de nouveau. Il en coûte 600 000 francs.

Le 12 mai 1900

Monsieur le Maire

J'ai eu ma petite fille âgée de Douze ans à l'asile de Villepinte qui est morte le 93 et enterrée au Cimetière du même lieu (Cimetière) le 10 mai 1899. Je suis allée trouver Monsieur le Maire lui demandant qu'il veuille bien m'autoriser de ne pas encore faire retirer le corps, ayant une autre enfant dans un autre cimetière qui je désire faire recouvrir pour les réunir ensemble dans le même Cimetière. Et quoi Monsieur le Maire si on le bienveillant de me dire que l'on attendait jusqu'au mois de mai, mais que dès la qu'on prochains élections, qu'il était probable qu'il serait remplacé. C'est pourquoi Monsieur le Maire je tiens en grande confiance en votre bienveillance. Je vous prie de m'en demander la

même service s'il en est temps encore et que l'on puisse bien attendre jusqu'au mois d'août 1900. Je vous prie de m'en faire savoir et en remercier le corps.

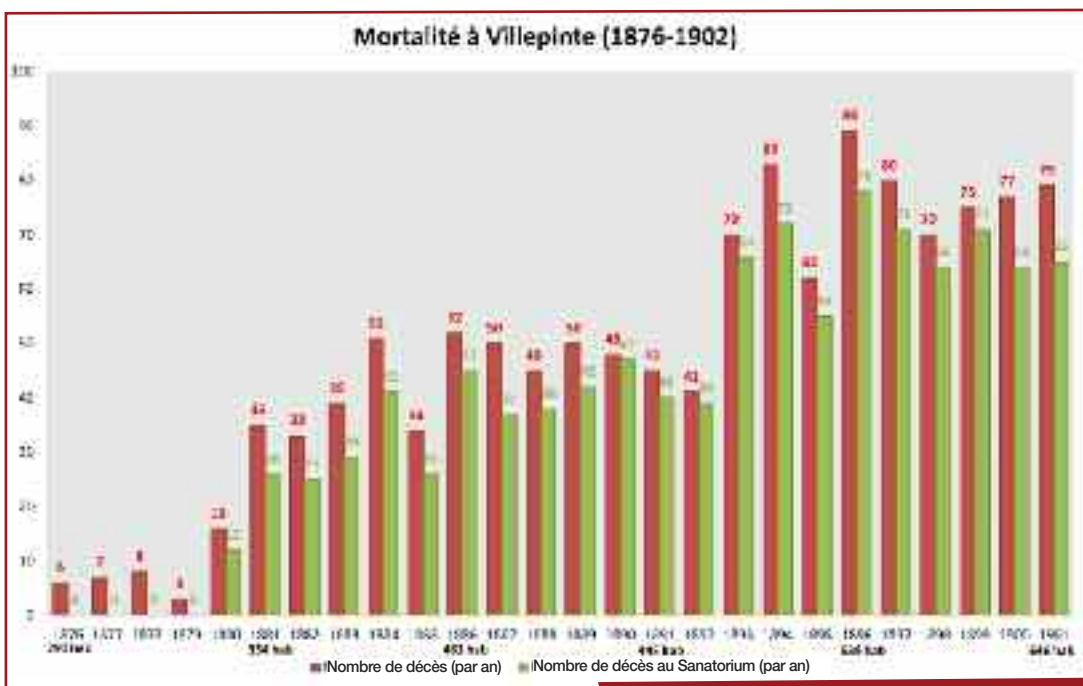
En attendant Monsieur le Maire, veuillez croire à ma sincère reconnaissance et accepter l'expression de mes respectueux hommages.

Yvonne Monier

Répondre s'il vous plaît, et toutes mes excuses.

Mme Yvonne Monier, teinturière, 326, rue de Valenciennes.

Archives municipales de Villepinte - Lettre de Madame veuve Monier, adressée au Maire (1900)



Sources : Mairie de Villepinte et INSEE (à partir de 1920)

De 1880 à 1901, Villepinte compte 8 morts par an en moyenne alors que ce sont 48 malades qui décèdent au sanatorium pendant la même période. Ainsi, le sanatorium multiplie par six la mortalité à Villepinte. Ce qui explique les discussions entre la commune - qui se voit obligée d'agrandir le cimetière, compte tenu de l'augmentation de la mortalité, - et le sanatorium, qui ne se sent pas concerné par la situation.

Le carré militaire

Dans le carré militaire sont enterrés 50 soldats français, dont 5 inconnus et un soldat de nationalité belge, morts entre novembre 1918 et août 1920. Tous portent la mention « Morts pour la France » et la cause de leur décès est sans appel : pour les 26 hommes dont la fiche individuelle est consultable, tous sont décédés d'une « maladie contractée en service : tuberculose pulmonaire ». Ces soldats ont été victimes des gaz ennemis employés fréquemment vers la fin de la guerre. Ils ne sont pas originaires de Villepinte et n'y ont fait qu'un court séjour : ils ont été accueillis au château de Picpus, aujourd'hui disparu. Ce dernier a été transformé en hôpital militaire temporaire puis en maison de repos pour combattants gazés. Ces soldats ont donc été enterrés là où ils sont morts.

Le monument aux morts

Trente-cinq noms de soldats tombés au cours des guerres qui ont ravagé le XX^{ème} siècle y sont mentionnés : 12 de 1914-1918, 18 de 1939-1945, 3 de 1949-1954 et 2 de la guerre d'Algérie. Tous n'étaient pas natifs de Villepinte, mais tous habitaient Villepinte lorsqu'ils ont été mobilisés. Sobre et de petite taille, comparé à celui d'autres communes, le monument de Villepinte se distingue par sa simplicité et l'unique présence d'une feuille de palme, feuillage à la fois symbole du martyr et de la victoire depuis les Jeux Olympiques dans la Grèce antique. Il date de 1921 et a été réalisé par André Michaud, marbrier à Aulnay-sous-Bois.



Archives municipales de Villepinte - Croquis du monument aux morts du marbrier Monsieur Michaud (1921)



question/réponse

Voyez-vous une différence entre la carte postale et le bâtiment d'aujourd'hui ?

le dernier étage postérieur aux années 1950.

LA GARE DU VERT-GALANT DE VILLEPINTE



Archives municipales de Villepinte - Place de la gare (1930) - 2Fi113



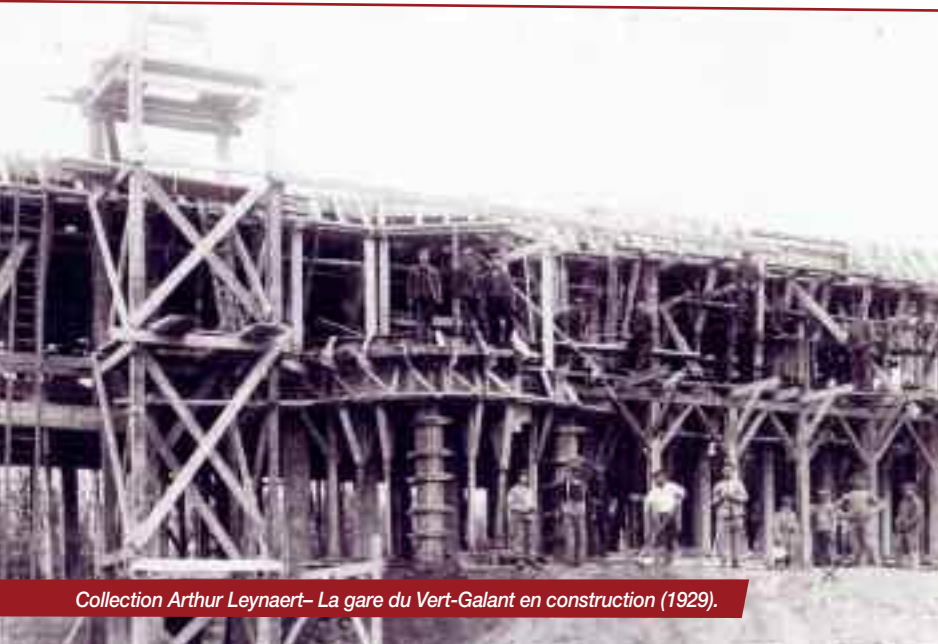
Archives municipales de Villepinte - Le passage à niveau de la halte du Vert-Galant (1932) - 2Fi131

Du point d'arrêt à la halte du Vert-Galant

Le quartier se peuple rapidement, au point de rendre nécessaire la construction d'une vraie gare. Les travaux sont estimés à 560 000 francs. Le projet, adopté en 1926, prévoit l'acquisition de terrains nécessaires à la transformation du point d'arrêt en halte avec la suppression du passage à niveau ainsi que la construction d'un bâtiment, l'allongement des quais à voyageurs et l'aménagement d'une cour en vue du stationnement des véhicules.



Archives municipales de Villepinte - Intérieur de la gare du Vert-Galant (1934) - 2Fi129



Collection Arthur Leynaert - La gare du Vert-Galant en construction (1929).



Archives municipales de Villepinte - La gare du Vert-Galant (environ 1930) - 2Fi142

Le train à Villepinte : une révolution

C'est en 1858 que commence l'histoire du chemin de fer à Villepinte lorsque la ligne Paris-Soissons est concédée à la Compagnie de chemin de fer du Nord. La gare la plus proche pour les Villepintois sera celle de Sevan-Livry, construite en 1862. Un omnibus à cheval assure la liaison avec la place de la Fête face à la Mairie-école jusqu'en 1890, date à laquelle la commune de Vaujours obtient l'arrêt des trains au passage à niveau du chemin du Loup situé au Vert-Galant. Cette halte prend le nom officiel de Vaujours, puis Vert-Galant en 1895. En 1925, cette station est desservie quotidiennement par 36 trains. L'abonnement hebdomadaire coûte 3,30 francs pour 6 jours et 3,80 francs pour 7 jours.

Au début du XX^{ème} siècle, la halte du Vert-Galant a donné son nom au restaurant du pont de l'Ourcq qui accueille une clientèle de bateliers et de voyageurs des chemins de fer.



Archives municipales de Villepinte - Restaurant « A la halte du Vert-Galant » (1918) - 2Fi431

Vers une lente modernisation

Les années 30 voient l'amélioration constante des lieux avec l'aménagement d'une passerelle reliant les quais, le pavage de la cour des voyageurs, l'installation de l'éclairage public pour un montant s'élevant à 441 312,71 francs.

En octobre 1937, le Maire de Villepinte, Emile Dambel, demande que la gare du Vert-Galant soit considérée comme centre d'excursion et de loisirs et qu'il soit délivré pour cette halte des « billets populaires de fin de semaine » à tarif réduit. La Compagnie du chemin de fer du Nord refuse.

La gare du Vert-Galant reste l'unique station desservant la ville jusqu'à l'inauguration de la gare de Villepinte en 1976. Il faut ensuite attendre le 10 décembre 1981 pour que les tronçons « Paris/Roissy-Charles-de-Gaulle » et « Paris/Mitry-Mory » soient intégrés à la ligne B du RER. Le lendemain, est établie la liaison « Châtelet-Gare du Nord ». C'est le début de l'ère de l'interconnexion des réseaux RATP et SNCF. Ceci constitue une grande étape dans l'histoire des transports en commun en région parisienne. Fait nouveau, quelques mois après, les Villepintois peuvent se rendre à Saint-Rémy-lès-Chevreuse sans changement, la gare du Nord devenant une simple station.

Les travaux commencent en 1927. Entre-temps, des abris provisoires sont construits pour protéger les voyageurs, toujours plus nombreux, « du froid et de l'hiver ». La nouvelle gare est inaugurée le 13 octobre 1929. Son architecture est caractéristique des constructions des années 30 avec son style « Art déco » à la géométrie rigoureuse. Vin d'honneur, fleurs, décorations et l'Harmonie municipale de Vaujours font partie des festivités. Les frais sont divisés entre les trois communes intéressées : Villepinte, Vaujours et Tremblay-lès-Gonesse, aujourd'hui Tremblay-en-France.





Collection Daniel Laurent - Rue de Belle Vue (s.d.)



Collection Daniel Laurent - L'abreuvoir (s.d.)

L'ABREUVOIR & LE CORPS DE GARDE

DE VILLEPINTE



Archives municipales de Villepinte - L'abreuvoir (environ 1913) - 2Fi96

L'abreuvoir

L'abreuvoir est alimenté par un petit ruisseau, le Sausset. Les animaux du village viennent s'y désaltérer. Celui-ci a besoin d'être régulièrement nettoyé. C'est pourquoi, à l'été 1872, le conseil municipal décide de le curer. Le Maire propose alors de vendre la boue qui va en être retirée au profit de la commune. Celle-ci rapporte 60 francs. Au même moment, les peupliers qui le bordent sont aussi vendus et rapportent 80 francs. Cette opération se répète tous les 25 ans.

Le 10 août 1873, le Maire doit faire face au mécontentement des conseillers municipaux. En effet, celui-ci a fait changer la pente du pavé de l'abreuvoir malgré les fortes dépenses que cela allait engendrer. Il est donc contraint de payer les travaux exécutés avec ses propres deniers.

le saviez-vous ?
Villepinte possédait déjà une prison en 1848... Et oui, c'était le corps de garde



Archives municipales de Villepinte - Plan d'implantation des bâtiments situés autour de la place de la fête (1883) - 4Fi1

Le corps de garde

La commune : garante du bon ordre villepintois

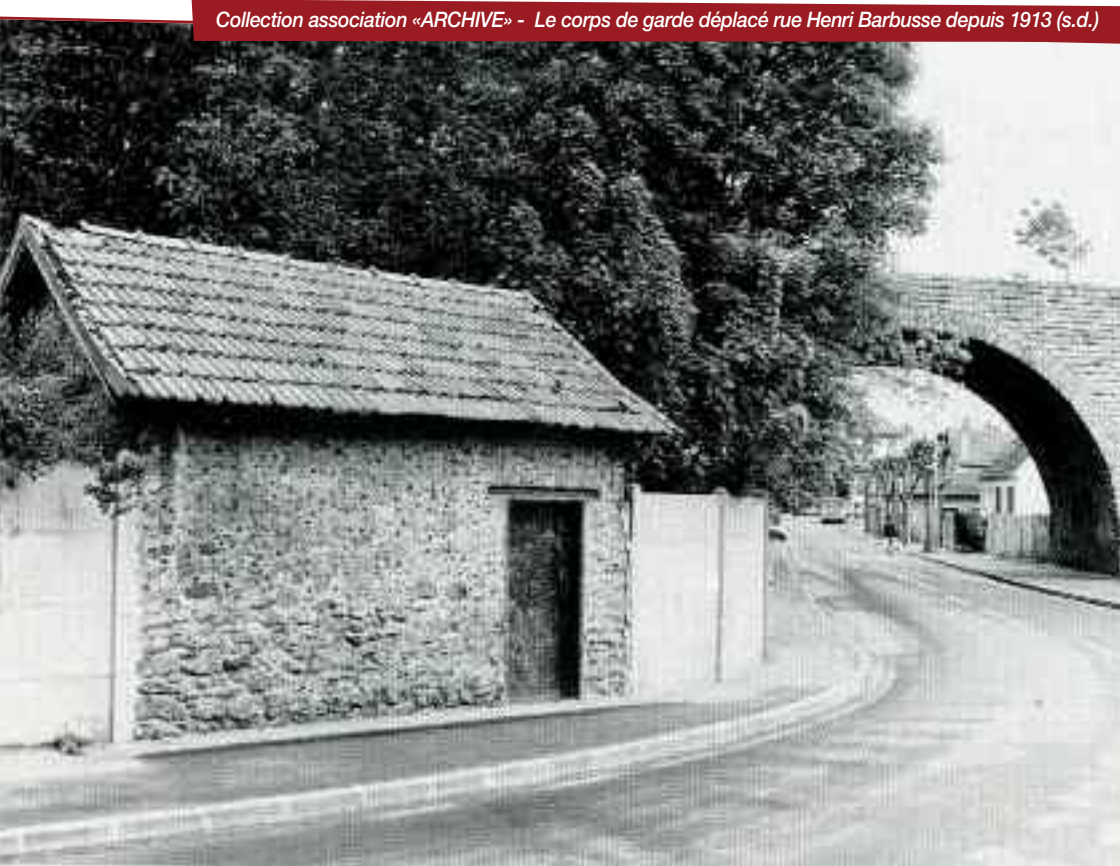
En 1848, un « corps de garde » est installé à Villepinte au rez-de-chaussée du bâtiment qui sert de Mairie-école, récemment acheté par la commune. Il est situé face à l'église. En effet, depuis 1789, le pouvoir de police est confié aux Maires ; c'est la naissance de la police municipale. Dès lors, sa mission est de s'assurer de la propreté, de la salubrité et de la sûreté dans les rues, lieux et édifices publics.

Un bâtiment aux multiples fonctionnalités

Le corps de garde de Villepinte brûle en 1900. Il est aussitôt réparé. La société d'assurance estime les dégâts à 62,74 francs. Toutefois, le Conseil Municipal fait remarquer que la position actuelle du bâtiment, à côté de la Mairie, de l'école et de l'église, n'est pas appropriée. Il propose alors de le déplacer aux alentours de l'abreuvoir. L'ancien corps de garde permettrait de cette façon, l'agrandissement du logement de l'instituteur qui est un peu à l'étroit depuis l'installation du téléphone dans sa salle à manger. Ainsi, un nouveau bâtiment voit le jour, rue du Bout d'en Haut (aujourd'hui, chemin des Fontaines). Toutefois, les travaux de construction du chemin de fer Aulnay-sous-Bois à Rivecourt, au début de la Première Guerre mondiale, nécessitent sa démolition. La décision est prise par délibération du 26 mai 1911.

Et de trois...

Le corps de garde est alors démoli et reconstruit à la place qu'il occupe actuellement, rue Henri Barbusse, à côté du parking de l'abreuvoir. Les travaux prennent fin en 1913. Ce corps de garde est l'authentique reproduction de celui situé rue du Bout d'en Haut. Les matériaux ont été récupérés lors de la démolition et réutilisés pour la reconstruction. Les murs sont un mélange de meulière et de mâchefer, matériau typique du début du siècle qui donne un aspect pittoresque à l'ensemble. Les proportions et dimensions de l'édifice ont également été respectées. Ce corps de garde est toujours propriété communale. Il a servi un temps d'abri pour le matériel du service voirie mais aujourd'hui, plus rien n'y est entreposé. Il est le témoignage de ce que fut la « première prison » de Villepinte.



Collection association «ARCHIVE» - Le corps de garde déplacé rue Henri Barbusse depuis 1913 (s.d.)



Villepinte — Intérieur de l'Eglise.

Archives Départementales 93 - Intérieur de l'église (environ 1915) - 2Fi Villepinte 6, Breger Frères (Editeurs)



VILLEPINTE (93) — L'Eglise

Collection association «ARCHIVE» - Le clocher de l'église Notre-Dame en 1900

L'EGLISE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION

DE VILLEPINTE

La paroisse de Villepinte

Collection association «ARCHIVE»
Le passage des châtelains (s.d.)

Jusqu'en 1279, Villepinte dépend de la paroisse de Tremblay. Néanmoins, elle possède déjà sa propre chapelle qu'elle érige en église lorsque le village devient paroisse indépendante. Celle-ci est dédiée à la Vierge d'où son nom. Son architecture est inspirée des basiliques de la Rome Antique.

Le chœur actuel date de 1760. L'église est une première fois restaurée en 1809 puis en 1849 après l'effondrement de la voûte. Cette dernière est totalement reconstruite, en plein cintre. Le campanile abrite Marie-Louise, une cloche bénite en 1886, qui porte le même prénom que sa marraine Marie-Louise Hidouville, femme d'un notable du village et qui avait comme parrain, Achille Masson, Maire de Villepinte. En octobre 1793, pendant la Révolution française, l'église est désaffectée, les offices n'ont plus lieu et les cloches sont enlevées. Le curé

de la paroisse, Pierre Laurent Campigny (1766-1794), refusant d'être réduit à l'état laïc, est guillotiné l'année suivante.

Depuis le XVI^{ème} siècle et jusqu'en 1792, les baptêmes, les mariages et les sépultures sont inscrits sur les registres paroissiaux de l'église catholique, tenus par le curé de la paroisse. Le décret du 20 septembre 1792 crée l'état civil contemporain. Le Maire est alors chargé de rédiger en double exemplaires, à partir du 1^{er} janvier 1793, les actes de naissances, de mariages et de décès. Il est très souvent secondé dans cette tâche par l'instituteur. La façade de l'édifice est rénovée en 1987 car l'enduit des murs commençait à se détacher et présentait un réel danger pour les passants. L'horloge est remplacée au même moment. En 2014, le ravalement de la façade a de nouveau lieu.

Collection Daniel Laurent -
Le porche de l'église vers 1920 (s.d.)

Le passage des châtelains

C'est un petit couloir suspendu qui relie l'église au vieux château (sanatorium). Il permettait aux seigneurs de se rendre directement à l'église pour assister à l'office sans se mélanger aux paroissiens. Ce passage est condamné depuis 2009 alors que la tribune a été supprimée vers 1970.

Anecdote...

La légende raconte que pendant la Révolution française, les prêtres de l'Abbaye de Saint Denis se sont échappés par un passage souterrain pour échapper aux révolutionnaires. La sortie de ce passage secret se trouvait aux environs de l'église.

Un patrimoine classé aux Monuments Historiques

L'église recèle de trésors qui ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

● **Statue de Saint Pierre** : Restaurée en 2013, en pierre polychrome, elle est datée de la fin du XVIII^e siècle. Pierre était le fondateur de l'Eglise romaine et le premier Evêque de Rome. Avec sa main gauche, il tient le livre de la Nouvelle Loi et de la droite, la clé du Paradis qu'il a reçu de la main du Christ.

● **Fonds baptismaux** : En forme de calice, ils sont en marbre rouge et remontent au XVIII^e siècle.

● **Retable du maître Autel** : Cette huile sur toile et bois représente la montée au ciel de Marie. Elle est entourée d'un cache baroque, rehaussé de dorures. Daté du XVIII^e siècle, ce tableau est situé dans le chœur de l'église. Restauré en 2014, il a été offert par Emile Masson, Maire, vers 1904.

● **Dalle de Nicolas Caillot** : Nicolas Caillot est le prêtre de la paroisse de 1665 à 1705. Tel un testament, cette dalle énumère les biens qu'il laisse à ses successeurs et à ses paroissiens. En échange, il demande à ce qu'une messe soit célébrée à perpétuité, en sa mémoire, tous les 16 mai, date anniversaire de sa mort.

● **Pierre tombale de Louise Delaunay** : Jusqu'au début du XX^e siècle, un porche en bois abrite la porte d'entrée

de l'église. Sous celui-ci, une dalle recouvre la tombe de Louise Delaunay. En effet, depuis le Haut Moyen-Âge, les églises servent également de lieu de sépulture. Les religieux et les seigneurs étaient enterrés au plus près du chœur tandis que le peuple en était éloigné. L'inscription gravée sur la dalle est aujourd'hui effacée. Elle disait : « Cy dessoulz gist Louyse Delaunay en son vivant feme de Jacques Delaunay qui alla de vie à trépas le mercredy 5^{ème} jour du mois d'octobre 1580 ».

Collection association «ARCHIVE» -
Pierre tombale de Louise Delaunay (s.d.)

Statue de Saint-Pierre



Retable du Maître Autel



Archives municipales de Villepinte - Le lavoir au début du XX^e siècle - 2Fi25

LE LAVOIR

DE VILLEPINTE

Lieu de vie, d'échanges et éventuellement de commérages, le lavoir était un lieu de rencontres très prisé des blanchisseuses. Jusque dans les années 1950, il était une véritable institution sociale dont le rôle s'est essouffé puis a disparu avec l'arrivée en masse de la machine à laver dans les ménages.

La pollution des eaux

Construit dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le lavoir a toujours été alimenté par les eaux du Sausset, petit cours d'eau qui prend sa source à Tremblay-en-France. Malheureusement, dans les années 1870, un industriel, M. Hardelay, qui exploite une féculerie à Tremblay, déverse ses déchets dans les eaux du Sausset, rendant le lavoir ainsi que les abreuvoirs publics inutilisables. En effet, les rejets de la féculerie répandent des odeurs fétides et nauséabondes qui pourraient être à l'origine de problèmes sanitaires graves.

Le Maire de Villepinte, Achille Taveau, proteste vigoureusement dès 1874, sans succès. Il renouvelle ses doléances à plusieurs reprises entre 1879 et 1882, mais elles resteront lettres mortes. M. Taveau finit par faire dresser un procès verbal en décembre 1884 pour faire constater l'état des eaux du Sausset. Une action en justice est même entreprise à l'initiative du Conseil Municipal qui a bien du mal à trouver les fonds pour payer les expertises chimiques nécessaires au dossier. Un des conseillers municipaux les avance sur ses propres deniers. De même, le problème du curage du Sausset rejaillit régulièrement car il sert à alimenter le lavoir mais également l'abreuvoir ; l'eau doit donc y être potable. Afin de ne pas faire subir plus de désagréments aux Villepintois, les conseillers municipaux décident de faire curer le Sausset en avançant une nouvelle fois les fonds sur leurs deniers personnels.

La bataille d'experts est très longue et ce n'est qu'en 1892 que la Ville obtient gain de cause. L'industriel tremblaysien est condamné à verser 2 000 francs à la commune de Villepinte. Mais le lavoir va encore connaître des déboires...



Collection Daniel Laurent - Blanchisserie Fousset (s.d.)

le saviez-vous ?

De nombreux codes régissaient l'utilisation du lavoir, où se cotoyaient les femmes s'y rendant à titre personnel et les blanchisseuses.

Archives municipales de Villepinte - Echange de courriers relatif à la pollution du Sausset (1885-1886)

Collection association « ARCHIVE »
Le lavoir déplacé (s.d.)

Villepinte, le 7 novembre 1885

Monsieur le Maire

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé par votre lettre du 25 octobre dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Achille Taveau

Monsieur le Maire

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé par votre lettre du 25 octobre dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Achille Taveau

M. René Chartier, Avoué,
à Paris (Seine & Oise)
Département de la Seine

Paris, le 7 août 1886

Monsieur le Maire

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le rapport que vous m'avez demandé par votre lettre du 25 octobre dernier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma haute considération.

Achille Taveau

Le déplacement du lavoir

L'emplacement du lavoir au « Gué de la ville » se trouve sur le tracé de la ligne de chemin de fer Aulnay-Rivecourt projetée en 1901. La Compagnie des chemins de fer du Nord, responsable du chantier, remet en cause son existence. En effet, par souci d'économie, elle souhaite faire passer sa voie ferroviaire le long du sanatorium en passant par le lavoir. Sous la pression des Villepintois, en 1912, la compagnie fera déplacer, à ses frais, le lavoir du « Gué de la ville » à la ruelle du Lavoir où il se trouve actuellement. Elle prend également à sa charge le creusement du canal pour acheminer l'eau depuis le Sausset. La guerre de 1914-18 interrompt cependant les travaux de la compagnie. Une fois terminé, le lavoir restera en activité jusque dans les années 1950. Avec l'eau courante et l'arrivée des machines à laver le linge, il perdra son utilité mais certainement pas son charme.



LES BORNES ROYALES DE VILLEPINTE

Une signalétique routière, symbole du pouvoir royal

Sous l’Ancien Régime, des bornes royales, distantes d’environ deux kilomètres, jalonnent les routes principales de la région. La cathédrale Notre-Dame de Paris était prise comme point de référence, un peu à la manière de nos actuelles bornes kilométriques.

Les grandes bornes routières en pierre, que l’on peut voir encore actuellement le long de routes autour de Paris et jusque assez loin de la Capitale, se sont multipliées à partir de 1765 mais existaient déjà auparavant. En effet, Louis XV ordonne la construction d’un réseau de routes royales qu’il place sous la direction des ingénieurs Daniel-Charles Trudaine et Jean-Rodolphe Perronet. Ces bornes ont donc plus de 200 ans et méritent considération et respect.

Elles étaient implantées toutes les mille toises, soit une demi-lieue (environ 2 kilomètres), et portaient toujours un numéro d’ordre à partir de leur point d’origine. Ces bornes étaient toujours disposées sur le côté gauche de la route lorsque l’on tourne le dos à Paris, afin de tenir compte de la position du postillon qui chevauchait le cheval situé à gauche de l’attelage. Elles étaient ornées d’une fleur de lys en bas-relief, symbole du pouvoir royal, fréquemment martelée ou grattée à la Révolution. Elles ont quelquefois même été remplacées par des symboles républicains tel le bonnet phrygien, comme c’est le cas pour la borne de Mortières située à Tremblay-en-France. Cette dernière reste l’une des rares bornes à bonnet phrygien et témoigne de l’engouement de certains Tremblaysiens pour les idées révolutionnaires.

Et en Seine-Saint-Denis

La plus ancienne borne royale (datant du XIII^e siècle) se trouve à Clichy-sous-Bois ; la plus récente située à Stains date du XIX^e siècle. La borne de Clichy-sous-Bois a été posée vers 1291 afin de mettre fin aux querelles entre le seigneur de Livry et l’ordre des Templiers. De cette manière, le territoire des 2 fiefs est délimité par 21 bornes. Celle qui subsiste, place du 11 novembre 1918, est frappée, d’un côté, de la croix pattée des Templiers, de l’autre, des armoiries du seigneur de Livry.

Au Raincy, c’est une borne ornée d’un écu portant trois figures en pal (pièce formée par deux lignes verticales et placée au milieu de l’écu), presque entièrement effacées, qui trône dans le jardin de la Sous-Préfecture.

Fleur de lys, échelles et crosse abbatiale sont gravées sur la borne de Coubron, place de la Mairie. Ce sont les armoiries de l’Abbaye de Chelles. Cette borne a probablement été posée lors d’une campagne de bornage dans la seconde moitié du XVII^e siècle. La borne des Pavillons-sous-Bois, au Parc de l’Hôtel de Ville, lui ressemble beaucoup. Elle délimitait, dans la forêt de Bondy, les terres de l’Abbaye de Chelles de la forêt royale de Bondy-Livry. D’un côté se trouve l’emblème des religieux tandis que l’autre face porte une fleur de lys, symbolisant le domaine royal.

Borne de Clichy-sous-Bois - Tigris, Flohic, Editions œuvre collective

les unités de mesure

1 toise = 1,949 m = 1/2 lieue
1 lieue = 3,898 km
1 pied du roi = 32,484 cm
un pouce = 2,707 cm
un point = 0,188 mm

PATRIMOINE



Borne de Villepinte, boulevard Ballanger - Tigris, Flohic, Editions œuvre collective

Les bornes royales de Villepinte

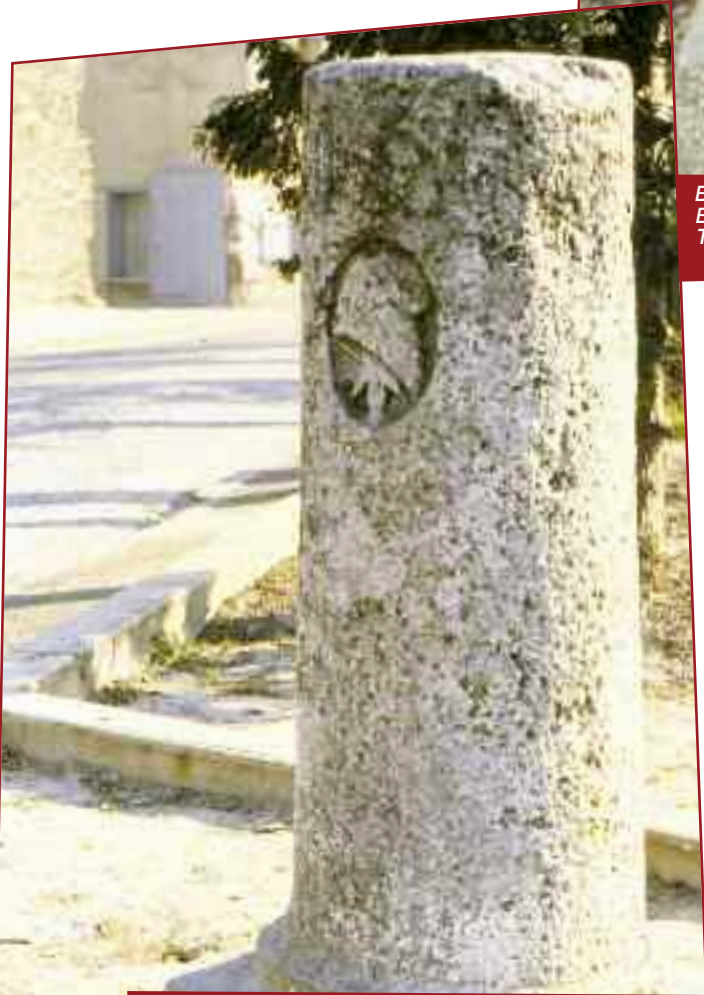
Dressées à l’origine sur le côté droit de la route des Petits Ponts en direction de Paris, deux bornes royales subsistent à Villepinte. Elles sont datées de la fin du XVII^e siècle ou du début du XVIII^e siècle. L’une, située à l’entrée de Villepinte, près de l’hôpital, a été déplacée boulevard Ballanger près du commissariat et l’autre se trouve à l’angle de l’avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny et du boulevard Ballanger.

Hautes d’un mètre environ, elles sont gravées d’un chiffre sur la face avant mentionnant la distance, indiquée en demi-lieues (une lieue équivalant à quatre kilomètres environ). La première est située à 9 demi-lieues de Paris soit environ 18 kilomètres tandis que la seconde est à 11 demi-lieues soit 22 kilomètres de la Capitale.

Aujourd’hui, ces bornes n’ont plus aucune fonction de signalétique routière, mais constituent les vestiges d’un patrimoine quasiment disparu faute d’une législation appropriée.



Borne de Villepinte, à l’angle du boulevard Ballanger et de l’avenue de Lattre de Tassigny - Tigris, Flohic, Editions œuvre collective



Borne de Mortières à Tremblay-en-France, place de la mairie - Tigris, Flohic, Editions œuvre collective



LA



Archives municipales de Villepinte - La Fontaine-Mallet (s.d) - 1Fi22

FONTAINE MALLET

DE VILLEPINTÉ

La ZUP : Zone à Urbaniser en Priorité

Le quartier de la Fontaine Mallet appartient à un vaste programme de constructions prévu dans le cadre de l'aménagement de la ZUP d'Aulnay-sous-Bois, Sevrans, Villepinte, Tremblay-lès-Gonesse et Mitry-Mory, créé en 1961. Cette procédure d'urbanisme doit permettre, à l'échelle nationale, la création de nouveaux quartiers avec leurs logements, leurs commerces et leurs équipements publics, telles les écoles, afin de répondre à la pénurie de logements.

L'aménagement de la ZUP, qui devait compter à terme 18 000 logements et accueillir 60 000 personnes, est confié en 1964 à la SAES (Société d'aménagement économique et social) qui doit défendre les intérêts de la commune. Un grand projet de dalle centrale est prévu entre la gare de Sevrans et l'hôpital de Villepinte, projet qui n'aboutira pas. En raison de mésententes, les travaux stagnent jusqu'en 1967.

Le quartier de la Fontaine Mallet correspond aux îlots I et II de la ZUP. A l'origine, 3 000 logements (1000 HLM, 1000 logements primes prêts, 1000 logements sans prêts) sont prévus sur la ZUP de Villepinte ainsi qu'une zone d'activité de 23 hectares.



Archives municipales de Villepinte - La Fontaine Mallet en construction, B.O.M. (avril 1972) - 139W2



La Fontaine Mallet

Si l'origine du nom de ce quartier n'est pas vraiment connue, il apparaît dès le XVIII^e siècle sous le nom de La Malette puis en 1823 sous son nom actuel de Fontaine Mallet. Les premiers logements de la Fontaine Mallet, gérés par la société HLM le Toit de la Famille Parisienne, sont livrés en 1971. Le grand ensemble est constitué de 7 tours de 6 à 8 étages et de 4 barres de 4 étages. Ainsi, ce sont 543 logements qui sont construits de 1971 à 1973. La réception des équipements publics (espaces verts, voirie) est faite à partir de 1971. Pour accueillir les enfants du quartier, 2 écoles ouvrent successivement en 1972 et 1973. Ce sont Jean Moulin et Fontaine Mallet dont la construction a été décidée en février 1967.

La dénomination d'une partie des voies publiques de la Fontaine Mallet a lieu lors du Conseil Municipal du 29 avril 1971. Les peintres sont à l'honneur : Place Van Gogh, rue Gauguin, allée Dufy, rue Delacroix, rue Fragonard, allée Toulouse Lautrec, place Rembrandt, rue Renoir, allée Corot, rue Manet. Rapidement, la cité est surpeuplée, il y a sur-densité.

clin d'œil

Dans les années 1970 et 1980, les jeunes du quartier se retrouvaient au café « Chez Mimile » autour d'un baby-foot.

Le PRU (Projet de Rénovation Urbaine)



Mairie de Villepinte, service communication - Démolition de la tour Poitou (2012)

Le projet de rénovation urbaine vise à améliorer le cadre de vie des habitants et à valoriser l'image du quartier de la Fontaine Mallet. **Acté en 2008, ce programme a plusieurs objectifs :**

- Améliorer et diversifier l'offre en habitat (habitat social et locatif libre)
- Redéfinir et requalifier les espaces extérieurs
- Désenclaver le secteur
- Rendre de nouveau attractif ce quartier avec l'implantation de commerces, de services et d'activités.

L'ensemble des objectifs se traduit par :

- La démolition de 259 logements sur les 551 existant initialement, soit 6 bâtiments
- La construction de 259 nouveaux logements sociaux sur site et hors site
- La réhabilitation des 292 logements préservés
- La création de nouvelles rues, de deux squares et d'une esplanade centrale au cœur du quartier
- L'implantation de nouveaux commerces et activités
- La construction d'un équipement public à caractère socioculturel.





Mairie de Villepinte, service communication - Les Pyramides, 2011



Mairie de Villepinte, service communication - Les Pavillons métalliques, 2011

LES PYRAMIDES & LA CITÉ DES MOUSSEAUX DE VILLEPINTÉ

A la fin des années 1960, les architectes français s'intéressent de plus en plus à l'habitat « intermédiaire ». Alternative aux grands ensembles, ce type de logement conjugue logements collectifs et individuels. Les deux réalisations qui suivent ont reçu le label « Patrimoine du XX^e siècle ». Ce label met en valeur l'architecture contemporaine d'après 1945, période pendant laquelle de nombreux projets avant-gardistes ont vu le jour. Ceux-ci servent encore de modèles aujourd'hui.

Archives municipales de Villepinte
Le quartier des Pyramides en construction (B.O.M. n°7, avril 1972) 139W2)

Les pyramides

Michel Andrault (né en 1926) et Pierre Parat (né en 1928) : une nouvelle approche de l'individuel

Tous deux diplômés de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris en 1955, ils veulent changer le visage de l'habitat collectif en privilégiant des maisons individuelles. L'idée de faire côtoyer l'urbain et la nature est alors novatrice. A la crise du logement résultant de la Guerre, s'ajoute le défi de construire en grand nombre sur une surface réduite. C'est la notion d'immeuble « gradin-jardin » appliquée aux ensembles dits « pyramides » d'Épernay (1969), Villepinte (1971) et Evry (1972-1981). La maison individuelle superposée est la réponse apportée par l'agence ANPAR pour allier logement collectif et qualité de vie.

Des pyramides à Villepinte

En 1969, Albin Chalandon, ministre de l'équipement et du logement lance le « Concours International de la Maison Individuelle » (CIMI) auquel participe l'OCIL (Office Central Inter-professionnel du Logement). Grâce à son appui et à celui de son président Vibert-Guigue, M. Andrault et P. Parat obtiennent un terrain vacant à Villepinte pour expérimenter leur projet de « Pyramide ». Le chantier démarre en 1971. Cinq pyramides de 33 logements chacune sortent de terre. Elles se composent de 11 logements en rez-de-chaussée, 8 au 1^{er} étage et au 2^{ème}, 4 au 3^{ème} et 2 au 4^{ème} étage. Au total, ce sont 160 logements qui sont destinés aux classes moyennes. Chaque appartement possède une terrasse de 36 m², obtenue grâce au toit plat des voisins. L'ensemble est en béton crépi de ciment blanc mais chaque logement est, dans sa partie supérieure, surmonté d'un bandeau de béton brut courant à l'horizontale sur l'ensemble de la pyramide. Egalement en béton brut, les escaliers zigzaguent jusqu'au 4^{ème} étage. D'abord en accession sociale, ces logements relèvent aujourd'hui du domaine privé. Il leur est souvent reproché le manque d'ensoleillement de certaines pièces et l'accès peu pratique du parking au rez-de-chaussée.

le saviez-vous ?

Michel Andrault et Pierre Parat sont à l'origine de :
- la faculté de Tolbiac (1973)
- La Tour Totem (1978)
- Le Palais omnisport de Bercy (1983), en collaboration avec Jean Prouvé



Mairie de Villepinte, service communication - Les pavillons métalliques, 2011



Extrait de l'ouvrage de Pieter Uyttenhove, Marcel Lods Action, architecture, histoire, Editions Verdier, Paris, (2009)

Les pavillons métalliques

Marcel Lods (1891-1978), et son concept de construction industrialisée

« Le bâtiment de demain se fera en usine ». Cette phrase résume toute la philosophie de Marcel Lods. Après ses études à l'Ecole des Beaux-Arts, il s'associe en 1923 à l'architecte Eugène Beaudoin. Le duo est pionnier dans la réalisation de préfabriqués, comme à Drancy avec la cité de La Muette (1931-1934). A partir des années 1950, il multiplie les petits projets notamment en ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité). A la fin de sa vie, entouré de ses collègues Paul Depondt et Henri Beauclair, il construit une série de logements industrialisés à Rouen (La Grand'Mare, 1968-1970), entièrement fabriqués à l'usine. Les bâtiments sont ensuite transportés sur le terrain et montés « à sec » à l'aide de boulons et de chevilles (procédé GEAL, Groupe d'Étude pour une Architecture Industrialisée).

Les Mousseaux, une opération « révolutionnaire »

Le quartier des Mousseaux est un modèle dans le domaine de l'industrialisation du bâtiment et de l'architecture métallique. 290 maisons, réparties en 30 ensembles formant des bandes, mêlent béton, verre, acier et aluminium. Construites entre 1969 et 1971, elles sont destinées en priorité aux classes moyennes. Elles comptent 4 à 6 pièces. Elles entourent un vaste espace vert paysager et elles sont également bordées de squares et autres petits espaces verts collectifs. Elles sont primées au « Concours International de la Maison Individuelle » (CIMI) en 1971, dont l'initiative revient à Albin Chalandon. Le quartier affiche une image résolument moderne : toit terrasse, façade alternant verre et aluminium, étage formant un abri au-dessus de l'entrée et de l'emplacement pour la voiture. En accession sociale à la propriété, ces maisons sont désormais en copropriété.



LE

QUARTIER PASTEUR

DE VILLEPINTÉ

La ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

Le conseil municipal du 15 janvier 1975 décide de demander l'exclusion de Villepinte de la ZUP, sous réserve de la création de la ZAC « Villepinte 1980 ». La ZAC est créée le 12 juillet 1976. Celle-ci s'étend sur 91 hectares et doit compter 3 699 logements au total, parmi lesquels 2 356 logements nouveaux. Elle vise à corriger les effets négatifs de la ZUP. En effet, elle doit réintégrer le logement dans la ville. A la différence des grands ensembles des ZUP, tous réalisés par le même architecte, chaque opération d'une ZAC est réalisée par un architecte différent. Son aménagement est concédé à la SAES, qui doit prendre en charge la voirie ainsi que la destruction des habitations existantes et assurer la viabilité des nouveaux terrains.



Archives municipales de Villepinte - Le quartier Pasteur (B.O.M. n°18, septembre 1980) - 139W2

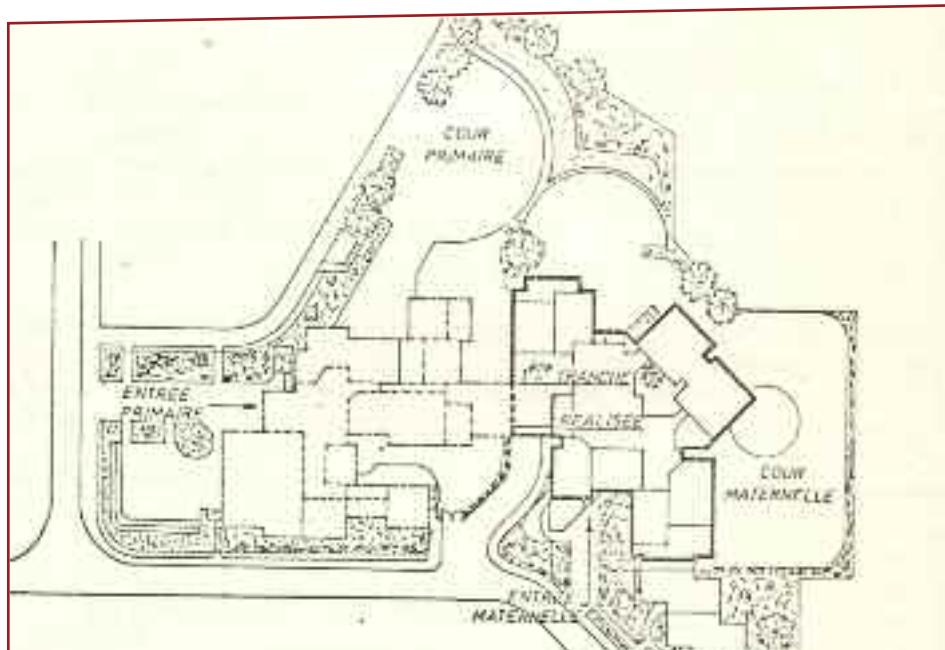
Les 545 logements de Pasteur appartiennent désormais au programme de la ZAC. Toutes les typologies de logements sont représentées, du collectif au pavillon. Une zone d'activité de 12 hectares est également prévue, ainsi que des équipements publics et privés nécessaires à la population.

Le quartier



Archives municipales de Villepinte - Construction, 2^{ème} tranche (B.O.M. n°20, décembre 1980) - 139W2

En 1975, la construction de 545 logements est décidée sur l'îlot III de la ZUP. Le quartier est construit en 1977 et compte 841 logements. 97 logements sont prévus en plus pour fin 1982. Finalement, cette 2^{ème} tranche compte 291 logements destinés à la location. Ils se trouvent le long de la route des Petits Ponts et derrière l'école Pasteur. Le quartier regroupe des immeubles collectifs, ainsi que des logements intermédiaires semi-individuels. La dénomination des voies est faite lors du Conseil Municipal du 20 avril 1977, voies dont les travaux de construction et d'aménagement sont en cours d'achèvement : rues François Mauriac, Salvador Allende, Jacques Prévert, Jacques Duclos, Pablo Picasso, André Malraux, Eugénie Cotton. Cette dénomination donne lieu à deux nouveaux noms, en 1980, lorsque le quartier s'agrandit : J.-P. Sartre et Colette.



Archives municipales de Villepinte - Plan de l'école Pasteur (B.O.M. n°11, septembre 1989) - 139W2

Les équipements

A la fin de l'année 1975, la ville décide de la construction du groupe scolaire Pasteur qui correspond à l'îlot XI du projet initial de ZUP. L'école doit comporter 22 classes de niveau élémentaire et 8 classes maternelles. A la rentrée 1979-1980, seules dix classes sont ouvertes suite au retard de financement de l'Etat. C'est l'occasion d'accueillir les enfants en surnombre à l'école Fontaine Mallet. A terme, ce sont 12 classes élémentaires et 10 classes maternelles ainsi qu'un restaurant et deux logements pour les directeurs qui verront le jour. En parallèle, le quartier se dote d'une crèche familiale, baptisée Eugénie Cotton (1977).

zoom sur ...

Eugénie Cotton (1881-1967) est une scientifique française et militante communiste qui s'engage auprès des antifascistes et antifranquistes à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Son combat pour les droits des femmes en fait un personnage marquant pour l'histoire. Elle est également vice-présidente, jusqu'à sa mort, du Conseil mondial de la Paix.

Enfin, en 1979, naît l'avant-projet du centre social éclaté avec un secteur socio-culturel (bibliothèque, salle polyvalente, halte-garderie). « Cet équipement de quartier doit desservir les 920 logements prévus dans l'îlot III et être le centre d'animation du quartier, à proximité immédiate de l'école du secteur et du centre commercial qui est programmé ». Ainsi, sortent de terre le Centre Jacques-Prévert d'une capacité de 250 places, la bibliothèque qui peut accueillir jusqu'à 200 personnes dans des locaux modernes et fonctionnels. Elle est ouverte à tous. L'inscription est alors de 10 francs pour l'année, tout en étant gratuite pour les moins de 16 ans. Enfin, la halte-garderie accueille les enfants de 18 mois à 5 ans dont les parents veulent se libérer quelques heures. Tarif : 3 francs de l'heure. Un enfant ne peut rester plus de 4 heures consécutives par jour.

Archives municipales de Villepinte - Le centre Jacques-Prévert (B.O.M. n°39, septembre 1983) - 139W2



LE

PARC DE LA NOUE

DE VILLEPINTÉ

Un contexte démographique tendu

En 1883, le cadastre napoléonien mentionne le lieu-dit « la Noue Saunier » aujourd'hui quartier du « Parc de la Noue ». Le projet est abordé par le Conseil Municipal dès l'automne 1959. Au départ, il est question de la construction de 350 logements répartis sur 11 hectares. A ce moment-là, le nombre d'habitants au mètre carré est très dense en Seine-et-Oise. Face à la pénurie de logements, le programme est réévalué et poussé jusqu'à 750 logements. En effet, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement doit faire face à une crise du logement sans précédent. Les destructions engendrées par la Guerre, ainsi que des flux de populations importants vers la France, aggravent ce phénomène. Il faut savoir, par exemple, que la Guerre d'Algérie (1954-1962) fait déplacer près d'un million de pieds-noirs en direction de la Métropole. C'est autant de personnes à reloger. Pour cela, le gouvernement se lance dans des programmes de construction en masse. Ce sont les futurs grands ensembles qui concentrent plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de logements sur une surface réduite à son maximum. Ceux-ci, pensés par des architectes renommés, bénéficient de tout le confort moderne. Spacieux, ils représentent un nouveau départ pour leurs locataires.

le saviez-vous ?
En 1823, le lieu dit la « Noue Saunier » renvoyait à un terrain boueux et marécageux



Archives municipales de Villepinte - Le centre commercial (s.d.) - 1Fi49

Un projet ambitieux

Les travaux commencent au début de l'année 1960. Les 15 bâtiments, de hauteur variable, sont orientés soit nord-sud, soit est-ouest, de manière à aménager de grands espaces verts et collectifs. Ces logements sont destinés à la location avec une possibilité, à terme, de devenir propriétaire. L'implantation de commerces est intégrée au projet pour ne pas faire de ce nouveau quartier une enclave. Ainsi, à l'hiver 1961, 75 logements sont déjà occupés. 300 logements doivent être livrés en mars/avril 1962, 250 autres pour octobre 1962 et les 135 derniers en mars 1963. En novembre 1963, la totalité des 750 logements est habitée. Le choix de la dénomination des rues est faite au même moment. L'axe principal n°1 est nommé Boulevard du Président Kennedy, l'axe n°2 rue Georges Dordonnat et l'axe n°3 rue du Docteur Schweitzer. Mais le 4 mars 1964, la rue Dordonnat est changée en rue du Parc. Pourtant, le programme du Parc de la Noue se révèle très insuffisant pour pallier au relogement dans la région. En effet, ce sont encore plus de 5 000 demandes qui n'ont pas pu être solutionnées et qui demeurent en instance. Certaines familles attendront près de 15 ans avant de se voir proposer un appartement. Pour les plus chanceux, c'est le début d'une nouvelle vie. Les loyers sont calculés en fonction des revenus du ménage.

Nombre de pièces	Surface (m²)	Prix minimum (NF)	Prix maximum (NF)
1	25	410	560
2	42	616	840
3	54	792	1 080
4	65,5	960	1 310
5	77	1 129,59	1 540

NF : nouveaux francs

Tableau comparatif des prix des loyers en fonction des surfaces et du revenu des ménages.



Archives municipales de Villepinte - Le Parc de la Noue (s.d.) - 1Fi33



Archives municipales de Villepinte - Lettre d'un soldat d'Algérie au maire de Villepinte, ayant participé à la guerre - 1963

L'aboutissement : l'école Victor Hugo

Dès juin 1961, le Conseil Municipal décide de la construction d'une école primaire pour pouvoir accueillir les enfants du nouveau quartier. Située en son centre, elle se veut moderne et à la pointe des équipements. Au total, ce sont 13 classes de filles, 13 classes de garçons et 6 classes maternelles qui doivent sortir de terre. Neuf logements sont également prévus pour les instituteurs ainsi qu'un logement pour le concierge. Une grande cantine, un gymnase et un double plateau d'évolution doivent compléter l'installation. Les plans du futur bâtiment sont dessinés par les architectes Roger Hummel (architecte coordinateur) et André Thierry (architecte communal). Plus tard, ce dernier sera remplacé par Abraham Weinstein.



Archives municipales de Villepinte - L'école Victor-Hugo (s.d.) - 1Fi48

Mais rapidement, les travaux prennent du retard, faute de financement suffisant de la part de l'Etat. Alors que les premiers appartements du Parc de la Noue sont déjà partiellement occupés, l'école n'est toujours pas ouverte. La commune est obligée de répartir les enfants du quartier dans les autres écoles de la ville. Ainsi, en 1961, deux classes provisoires sont installées à l'école du Centre. Après de nombreuses péripéties financières, l'école est finalement inaugurée à la rentrée scolaire 1965. Dès l'ouverture, elle accueille 610 élèves.



L'ÉCOLE AU VIEUX-PAYS

DE VILLEPINTÉ

Jusqu'au XVIII^e siècle, Villepinte n'a pas d'école à proprement parler. En effet, le maître fait classe dans des locaux de fortune. Mais en 1848, la ville possède une Mairie-école située dans l'actuel hôtel de ville. Elle compte une salle de classe unique ainsi que le logement du maître.

De la Mairie-école...

Dès 1880, l'enseignement primaire est gratuit à Villepinte. Suite à l'augmentation de la population, la Mairie-école est agrandie en 1884 mais elle est rapidement trop petite. Ainsi, le 21 juin 1929, le Conseil Municipal approuve le projet d'agrandissement de la Mairie et de l'école. Un emprunt de 200 000 francs est nécessaire pour entamer les travaux. En attendant, ce sont des classes en bois qui sont installées à la Mairie-école.

La ville de Villepinte conserve dans ses archives 21 registres d'appel journalier de l'école du Vieux Pays datés de 1877 à 1902. Ces cahiers sont tenus par l'instituteur Jules Bidet, également secrétaire de mairie de la commune, chargé de constater la présence ou l'absence des élèves inscrits. A la fin de chaque mois, il adresse au Maire et à l'inspecteur primaire un extrait du registre, en indiquant le nombre d'absences et les motifs invoqués. Les motifs d'absence sont soumis à la Commission scolaire. Les seuls réputés légitimes sont les suivants : maladie de l'enfant, décès d'un membre de la famille, « empêchements résultants de la difficulté accidentelle des communications ». Les autres circonstances exceptionnellement invoquées sont également appréciées par la Commission.

Entre 1877 et 1902, environ 40 à 50 enfants fréquentent l'école sur une population totale qui varie entre 290 habitants en 1876 et 646 habitants en 1901. L'absentéisme est déjà présent, mais il est très localisé dans le temps. Ainsi, les mois d'hiver et d'été sont ceux où les enfants manquent le plus l'école. Cela peut s'expliquer par des hivers rudes qui compliquent les transports et par les moissons au cours des mois d'été, pendant lesquels les enfants doivent participer aux travaux des champs.

Mairie de Villepinte, service communication - Le Centre administratif (2011)



VILLEPINTÉ - Ecole et Mairie

Archives municipales de Villepinte - Ecole et mairie (1908)- 2Fi403

Info Chronologie

1848 :
Mairie-École
1929 :
École du Vert-Galant
1932 :
École du Centre

Archives municipales de Villepinte - L'école du Centre (vers 1950) - 2Fi137



... à l'école du Centre (rue Paul Vaillant-Couturier)

Le 8 mai 1930, le Conseil Municipal approuve la construction du groupe scolaire. Au total, ce sont six classes qui vont être destinées aux enfants habitant le Vieux Pays, le Clos Montceuleux et la cité Bellevue.

L'inauguration a lieu pour la rentrée 1932. La Mairie-école cesse alors d'accueillir les petits écoliers qui désormais peuplent la nouvelle école en compagnie de 25 filles et 23 garçons nouvellement inscrits.

Dès 1934, des négociations sont entamées pour agrandir le groupe scolaire avec une nouvelle classe dans chaque aile, un logement pour chaque instituteur, l'agrandissement du préau, des dépendances et du bureau du directeur. La procédure est suspendue, faute de subventions de l'Etat. Le Conseil Municipal s'inquiète de la situation car nombre d'enfants ne pourront pas aller en classe faute de place. De plus, ce projet permettrait « d'employer les chômeurs de la commune et donc d'en diminuer les charges ». En 1936, deux classes provisoires en bois sont installées et deux adjoints recrutés.

Dix ans plus tard, le Conseil Municipal fait marche arrière car la population scolaire diminue. La fermeture d'une classe à la rentrée 1947 est envisagée. L'école élémentaire compte alors 154 élèves.

En 1953, un nouvel agrandissement est proposé à l'ordre du jour. En effet, 246 enfants fréquentent l'école du Centre. Dans les années qui suivent, commence la construction de deux écoles prototypes comprenant trois classes et leurs annexes ainsi que le logement de deux instituteurs.

La population continue d'augmenter régulièrement ; Villepinte est alors en plein essor démographique. L'école du Centre ferme à la fin de l'année scolaire 1973. Dès 1972, l'école de filles et celle de garçons sont réunies pour ne former qu'une seule entité, peut-être suite à une diminution du nombre d'élèves. Désormais, elle est entourée par deux autres groupes scolaires, Langevin au Vieux-Pays et Victor Hugo au Parc de la Noue. Le conservatoire et les services techniques s'y installent dans les années qui suivent. Puis le bâtiment devient Centre administratif.



Collection Daniel Laurent - Le pont de chemin de fer (s.d.)

LA LIGNE INACHEVÉE «AULNAY-SOUS-BOIS/ RIVECOURT» DE VILLEPINTE

Ce projet de chemin de fer émerge au début des années 1900. Le but est de relier Paris à Rivecourt, dans l'Oise, en passant par Aulnay-sous-Bois et le tracé prévu comportait une gare à Villepinte. Après bien des péripéties, cette idée de ligne sera abandonnée non sans laisser des vestiges à Villepinte.



Collection Daniel Laurent - Le restaurant du chemin de fer et la Maison Gentil (vers 1913)

Collection Fernande Merpoël - Pont de la ligne ferroviaire Aulnay-Rivecourt en construction (s.d)



Ruines et gare fantôme à Villepinte

De ce projet, il ne reste que des vestiges à Villepinte. Celui-ci entraîne quelques grands bouleversements dans le village car les eaux du Sausset sont déviées pour accueillir le chemin de fer. En conséquence, le lavoir est déplacé et l'abreuvoir asséché. De plus, les travaux contribuent à dynamiser le village. En effet, le temps du chantier, Villepinte accueille de nombreux ouvriers qu'il faut loger et nourrir. Ainsi l'économie du village se développe notamment au profit du «Restaurant du chemin de fer» et de la «Maison Gentil». Le « Restaurant du chemin de fer » est ouvert spécialement à l'occasion des travaux. Il sert notamment de pension aux ouvriers tandis que la « Maison Gentil » leur permettait de se désaltérer, à proximité du chantier.

Deux ponts et les ruines de ce qui devait être la gare sont toujours debout. Le premier pont est situé rue Henri Barbusse, à proximité de l'actuel parc de l'Abreuvoir, tandis que le second se trouve chemin de Savigny. Les ponts sont tous construits sur le même modèle. Ils se différencient par type, selon qu'ils chevauchent un chemin rural, une voie communale ou encore départementale. Les plans sont établis en amont par les ingénieurs de la Compagnie du chemin de fer du Nord. Le Conseil Municipal, en 1904, décrit précisément leurs dimensions : pour les ponts de chemin de plaine, 5 mètres de hauteur pour 6 mètres de largeur ; pour les ponts de route, 6 mètres de hauteur pour 8 mètres de largeur. Il est également précisé que le Maire et les conseillers municipaux souhaitent que la future gare soit rapprochée du Vieux Pays.

Les ruines de la gare peuvent être observées entre l'école primaire Langevin et le Centre Technique Municipal. Tout comme les ponts, le modèle des gares est pensé par les ingénieurs de la Compagnie du chemin de Fer qui ont défini trois ou quatre types de construction. Le chemin d'accès à la station est d'ailleurs dévié pour un coût de 20 000 francs que la commune est prête à prendre en charge à hauteur d'un tiers.

Collection Daniel Laurent - Les ruines de la gare de Villepinte (s.d.)



Petite histoire
Longtemps, les ruines de la gare de Villepinte ont été appelées «les ruines mérovingiennes».

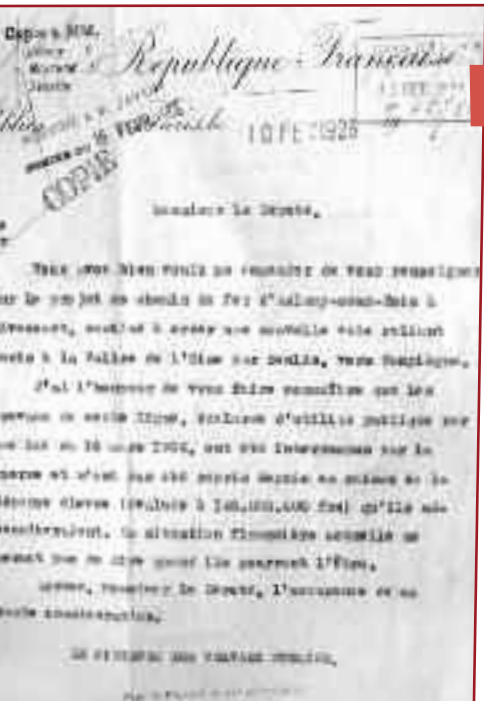


Chronologie des événements

Ce projet ambitieux doit désenclaver une vaste région agricole et forestière et en assurer la prospérité. En effet, le train permettrait l'écoulement des produits de la campagne sur les grands marchés parisiens. De plus, le passage régulier des trains favoriserait la desserte d'une main-d'œuvre abondante vers la capitale. Douze stations et cinq haltes doivent voir le jour le long des 66 kilomètres de ligne. Une gare doit s'établir à Villepinte, en son centre.

- **20 juillet 1901** : la concession de la ligne est accordée à la Compagnie du chemin de fer du Nord.

- **2 juin 1903** : début de l'enquête d'utilité



Archives nationales - Lettre du ministre des travaux publics au député (1926) - 48AQ3584

publique sur l'avant-projet d'une ligne à deux voies. La ligne sera clôturée de chaque côté. La dépense est évaluée à 43 600 000 francs pour les seuls travaux.

- **12 mars 1904** : une commission se réunit à l'hôtel de la Préfecture à Versailles. Villepinte est représentée par le Maire, M. Masson, ainsi que par deux conseillers municipaux, Messieurs Garnier et Masson.

- **16 mars 1906** : la ligne est déclarée d'utilité publique.

- **27 mai 1911** : la commune donne son avis sur les modifications à apporter au tracé de la ligne, à la largeur et hauteur des ponts, etc. Trois ponts doivent être construits à Villepinte, le premier, route des Petits Ponts ; le second, chemin de Savigny et le dernier dans le village.

Les travaux débutent tardivement en 1913, en raison du délai nécessaire à l'acquisition des terrains. Ils doivent s'achever en 1916. Mais la Première Guerre mondiale les interrompt. Ils sont censés reprendre à la fin de la guerre. Pourtant, une fois la paix signée, les travaux de la ligne Aulnay-Rivecourt ne sont plus une priorité. En effet, le réseau ferré a été endommagé par les combats et les travaux de reconstruction s'annoncent longs et coûteux.

- **4 août 1919** : le conseil d'arrondissement de Senlis insiste pour la réouverture des chantiers. Douze millions de francs ont déjà été engagés. L'inflation rajoute un coût supplémentaire de 160 millions de francs.

- **3 août 1928** : le ministre des Travaux publics décide de geler le projet. Les terrains sont loués en culture ou en chasse et les ouvrages surveillés, voire entretenus, ce qui entraîne une dépense supplémentaire. Parallèlement, les comptes, arrêtés au 31 décembre 1927, montrent que la somme des dépenses engagées pour la construction de la ligne, s'élève à 28,8 millions de francs.

- **31 janvier 1942** : la ligne d'Aulnay-sous-Bois à Rivecourt est officiellement déclassée.

FERMES ET AGRICULTURE

À VILLEPINTE

Villepinte, terre de laboureurs (XVIII^e siècle)

En 1789, le village compte trois grandes familles de laboureurs :

- **La famille Blanchard** : Augustin Blanchard, laboureur et fermier, marié à Marie Jeanne Lefèvre dont il a deux enfants. Son fils, Nicolas Augustin, devient fermier comme son père.
- **La famille Rossignol** : Maître Jacques-Etienne Rossignol appartient à la branche aînée d'une famille de laboureurs ayant de nombreuses attaches à Paris. Il épouse Denise-Opportune Gaillet qui donne le jour à cinq enfants au moins, Marie-Etienne, Marie-Louise-Victoire, Honorine-Anastasie, Marthe-Nicole-Etiennette et Sophie-Opportune.
- **La famille Prévost** : Laboureur et propriétaire de la ferme du Marais, Nicolas Prévost est originaire de Tremblay. En 1761, il épouse Marie-Angélique Dugué, fille d'un laboureur de Roissy-en-France, veuve et déjà mère d'un enfant. Ensemble, ils ont 14 enfants. Un de leur fils, Etienne-Salomon, est propriétaire d'environ sept arpents (1 arpent = 71,46 mètres) de terre à Villepinte en 1824.

Grandes exploitations fermières et pouvoir (XIX^e-XX^e siècle)

Pas moins de cinq fermes, encore en partie debout, témoignent de l'importance de l'exploitation en grands corps de ferme à Villepinte. La ferme du Marais, rue du Manège, est située sur l'ancien lieu-dit « Le Petit Marest » cité dans les textes anciens au XV^e siècle. Elle est principalement vouée à l'élevage des chevaux et présente un grand haras en parfait état de conservation. Au début du XX^e siècle, Villepinte compte encore une centaine de chevaux, utilisés pour le travail de la terre. Dans la cour de la ferme subsiste une pompe à bras tirant son eau de l'une des nombreuses nappes phréatiques, peu profondes, du sous-sol villepintois. Les villageois se sont alimentés à des pompes comme celle-ci ou à des puits avant l'installation de l'eau courante en 1930.

En 1899, six agriculteurs dont quatre gros fermiers exploitent, à eux seuls, tout le territoire villepintois. Sur 1021 hectares de terres, 930 sont consacrés à la culture de céréales. Henri Bataille, Albert Dauvergne, Marcel Papillon (puis Godier) et Achille Taveau (puis Dejaiffe) sont les propriétaires de ces grandes fermes. Dauvergne est l'un des noms les plus anciens de Villepinte puisqu'il est cité dans un arpentage de 1491. M. Taveau est plusieurs fois Maire de Villepinte entre 1881 et 1912. En effet, jusqu'aux années 1920, ces fermiers détiennent le pouvoir politique à Villepinte. Ils assurent notamment les fonctions de Maire, 1^{er} adjoint ou siègent au Conseil Municipal.



Archives municipales de Villepinte - Intérieur de la ferme Taveau (s.d.) - 2Fi3

Que sont-elles devenues ?

Vers 1960, quatre grosses fermes subsistent malgré le grignotage des lotissements. Sur l'emplacement de la ferme Taveau, un lotissement de pavillons ainsi que l'EHPAD ont été construits en 2006-2007. La ferme du Marais a laissé place au tennis du manège. Seule la ferme Godier existe encore aujourd'hui au 38 rue Henri Barbusse à Villepinte. Ses activités agricoles ont néanmoins cessé.

La ferme Papillon était au départ la plus grande exploitation agricole de Villepinte avant d'être divisée en deux. On distingue alors la ferme Papillon et la ferme Dauvergne. Marcel Papillon n'avait que des filles. C'est l'une d'elles qui reprend l'exploitation à la mort de son père, aidée de son mari, Jean Godier qui donne alors son nom à la ferme.



Archives municipales de Villepinte - Berger et ses moutons (s.d.) - 2Fi112



Collection Association ARCHIVE - La ferme du Marais (s.d.)



Archives départementales 93 - Situation des fermes à Villepinte (s.d.) - 2OFi Commune 32



Villepinte, l'un des nombreux greniers de Paris

Au milieu du XIX^e siècle, environ 1 300 000 cultivateurs, paysans, vigneron et maraîchers d'Ile-de-France approvisionnent Paris en céréales, vin, légumes, fruits, paille et viande. Les terres de Villepinte sont riches. On y cultive du blé, du seigle, de l'avoine, de la pomme de terre et du fourrage divers. L'élevage tient également une place importante. En effet, les moutons sont engraisés l'hiver pour être vendus sur le grand marché de la Villette, tout proche, aux premières lueurs du printemps. Il s'agit pour la grande majorité, de troupeaux de Mérinos, race espagnole introduite dans les bergeries de Rambouillet en 1786. L'architecture de certaines fermes de Villepinte est caractéristique de la production de paille. Ces fermes se reconnaissent par leurs cours fermées, une maison d'habitation donnant sur le chemin et de hautes granges percées d'un porche haut d'environ cinq mètres. C'est un commerce fructueux notamment pour le pailleur, homme de confiance le mieux rémunéré de la ferme. Les transactions se font au « marché de la paille » de la Porte de la Chapelle les mercredis et samedis. Le recensement annuel de 1899 fait état de 100 chevaux, 20 vaches laitières, 1600 moutons et 2500 volailles qui suffisent à satisfaire la demande et les besoins des villageois.



L'ÉGLISE SAINT-VINCENT-DE-PAUL

Archives municipales de Villepinte - Le quartier du Vert-Galant (s.d.) - 2Fi50

DE VILLEPINTE

Dès 1918, de nombreux lotisseurs s'intéressent aux terrains situés près de la Halte du Vert-Galant qui, comme son nom l'indique, ne voit s'arrêter que quelques-uns des nombreux trains parcourant la ligne Paris-Soissons. Dès 1925, le secteur du Vert-Galant voit se côtoyer des maisons principales, secondaires, des jardins entretenus, des terrains en cours d'acquisition, des commerces... Une vie s'organise dans ce quartier éloigné du centre historique du village. Mais à cette époque, toute cette partie du territoire villepintois dépend de la paroisse Notre-Dame et l'abbé Guillet vient le dimanche dire la messe dans une chapelle en bois située dans les champs. Monseigneur Gosselin, de passage à Villepinte, est invité à visiter cette petite chapelle. Frappé par l'aspect pittoresque des lieux, il soumet l'idée de construire une chapelle en pierre. Des plans prennent forme et, le 31 octobre 1937, a lieu la pose de la 1^{ère} pierre de la chapelle.

Comme l'indique la plaque à l'intérieur de l'église, les travaux commencent en mars 1938 et, dès les 1^{ers} jours de juin, l'ossature en pierre est terminée.

Le dimanche 23 octobre 1938, Monseigneur Gosselin bénit la nouvelle chapelle qui prend alors son nom définitif de Saint-Vincent-de-Paul, en mémoire du Père Malaizé, curé de Villepinte.

Après la guerre, par ordonnance du 16 novembre 1946, Monseigneur Gosselin érige Saint-Vincent-de-Paul au titre d'église paroissiale.

Les fonds collectés pour la construction

Les fonds nécessaires à la construction de l'église Saint-Vincent-de-Paul ont été recueillis par souscription. Parmi les donateurs, signalons le Capitaine Dufort, blessé pendant la guerre 1914-1918.

Sa générosité vient de la reconnaissance qu'il a voulu manifester ainsi, alors qu'il n'habitait pas Villepinte, pour avoir été tiré des lignes, puis ramené chez lui par un infirmier brancardier nommé l'abbé Louis-Victor Malaizé.

Les vitraux de l'église



Saint-André
Collection Daniel Laurent



Saint-Paul



Saint-Pierre



Saint-Jean



Saint-Mathias

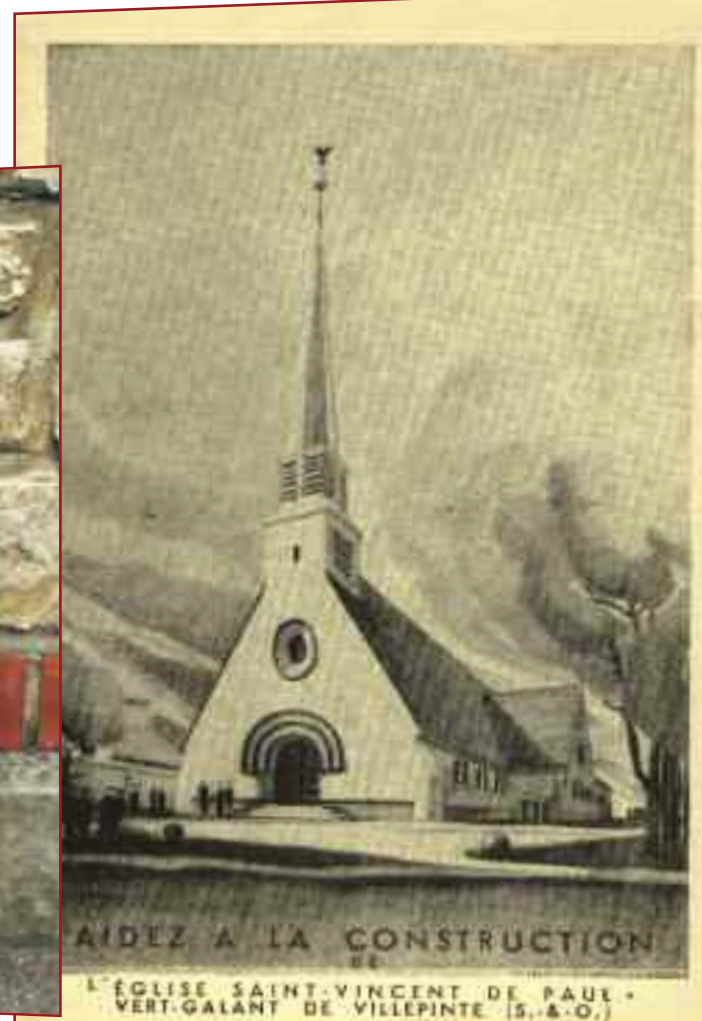
Cinq vitraux sont situés côté droit de l'autel. Ils représentent cinq saints, reconnaissables par leurs caractéristiques et leurs attributs.

Tout laisse à penser qu'il s'agit de cinq des 12 apôtres.

1. *Saint-André*, serrant, les bras croisés, une croix sur sa poitrine. Cette hypothèse semble légitime puisque Saint-André a été initialement représenté avec une petite croix latine, et à partir du X^e siècle, son attribut devient la croix en forme de X, dite justement « croix de Saint-André ».
2. *Saint-Paul*, qui a pour attribut l'épée, instrument de son martyre puisqu'il a eu la tête tranchée vers 65 après J.C., sous Néron.
3. *Saint-Pierre*, reconnaissable à ses attributs que sont le livre et les deux clés.
4. *Saint-Jean*, représenté comme un jeune homme, sans barbe tenant un calice.
5. La hachette tenue par le dernier personnage pourrait faire penser à *Saint-Mathias*.



Collection association «ARCHIVE» - Plaque commémorative de l'Abbé Malaizé (1947)



Archives municipales de Villepinte - Appel aux dons (vers 1938) - 2Fi44

L'abbé Louis-Victor Malaizé

Né à Versailles le 12 octobre 1880, il est le fils d'un journalier et d'une journalière respectivement âgés de 27 et 29 ans. Il décède à l'âge de 67 ans, le 13 février 1947 à Bazemont (Seine-et-Oise). Une plaque à l'intérieur de l'église rend hommage à son engagement. Régulièrement, l'abbé Malaizé vient visiter le chantier et sème, dans les fondations, des médailles des protecteurs de l'église (Saint-Vincent-de-Paul et l'Immaculée).

Les curés de la paroisse

- Abbé Louis-Victor Malaizé (1938-1943)
- Abbé Georges Boyer (1943-1958)
- Abbé Yvon Dubois (1958-1980)

- Abbé André Pain (1980-1996)
- Abbé Gilbert Duchêne (1996-2003)
- Père Paul Vanderschuren (2003-2013)
- Congrégation de la Mission (depuis 2013)





Archives municipales de Villepinte - Les écoles du Vert-Galant (s.d.) - 2Fi127



Archives municipales de Villepinte - Les écoles du Vert-Galant (s.d.) - 2Fi436

L'ÉCOLE DU VERT-GALANT DE VILLEPINTÉ

Au début du XX^e siècle, le quartier du Vert-Galant est en pleine explosion démographique. En effet, depuis 1890, le chemin de fer s'arrête quotidiennement au passage à niveau du Vieux Loup. La création d'une école devient donc nécessaire, mais que de péripéties !

Un village, une école...

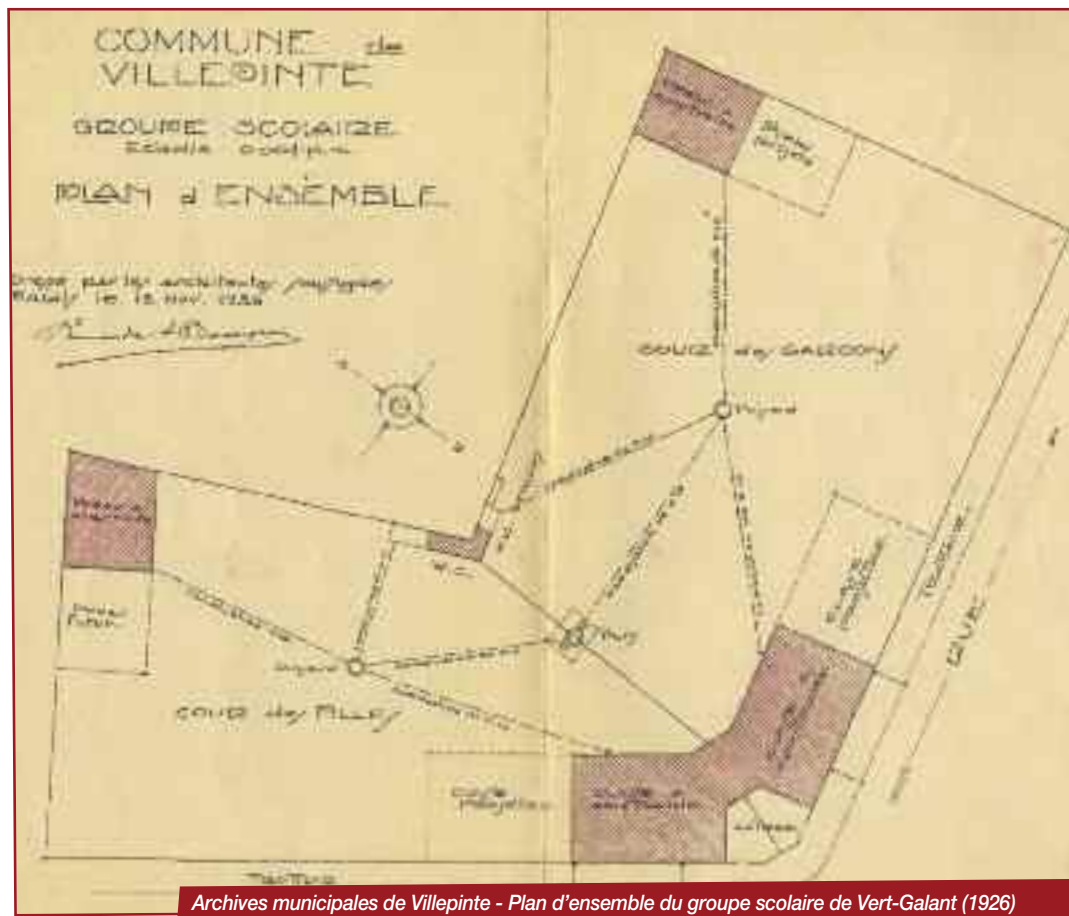
De 1850 à 1925 environ, Villepinte possède une école (la Mairie-école, là où se trouve l'hôtel de ville actuel), une classe et un instituteur. Mais en 1925, sur 240 enfants en âge d'aller à l'école, seuls 60 fréquentent l'école du village. Ils sont 20 à faire le trajet quotidien entre le Vert-Galant et le Vieux-Pays, soit 2 à 3 km de marche sur des chemins défoncés, été comme hiver. La fréquentation est irrégulière et 180 enfants ne sont pas du tout scolarisés.

1925 : l'intercommunalité

Face à cette situation critique, un projet d'école intercommunale est envisagé dès 1925. Il concerne les communes de Vaujours, Tremblay-lès-Gonesse et Villepinte. Les habitants du quartier s'y opposent. En effet, située sur le territoire de Vaujours, l'école est trop éloignée du Vert-Galant. De plus, le projet obligerait les enfants à traverser le passage à niveau et le Canal de l'Ourcq. Ceci est jugé beaucoup trop dangereux.

Un village, deux écoles ?

En septembre 1925, le Préfet enjoint la commune d'édifier une école au Vert-Galant. Deux propriétaires, Messieurs Agard et Fery, font le don d'un terrain qui s'avère trop petit pour envisager une construction. Il faut alors acquérir des parcelles voisines. En novembre 1926, les plans de l'école sont approuvés. Ils ont été dessinés par les architectes Renard et Bourgeois. La ville emprunte 250 000 francs pour financer le projet. Mais face aux lenteurs administratives de l'Etat, le Conseil Municipal décide la construction d'un bâtiment provisoire en bois de deux classes, inauguré le 2 octobre 1927. D'abord séparés, garçons et filles sont rapidement réunis et répartis en deux tranches d'âge distinctes : les 6-9 ans et les 9-12 ans. Enfin, après plusieurs contretemps, le groupe scolaire est inauguré le 3 mars 1929 avec vin d'honneur, drapeau, mais il est déjà trop petit car Villepinte ne cesse d'accueillir de nouveaux habitants. Dès 1930, un projet d'agrandissement est approuvé : « deux classes à chaque aile, avec logements pour les instituteurs, agrandissement des préaux dont un fermé entièrement pour servir de cantine scolaire avec cuisine, et lieux de réunion de la caisse des écoles, œuvres scolaires (dépendances, buanderies...) ». Il faut attendre 1952 pour qu'une première école maternelle de 4 classes s'installe au Vert-Galant. Près de 70 ans plus tard, le quartier compte 3 écoles.



Archives municipales de Villepinte - Plan d'ensemble du groupe scolaire de Vert-Galant (1926)



Collection Daniel Laurent - photographie de la classe de Mme Flaunet au Vert-Galant en 1930



Marcel Flaunet fut le premier directeur de l'école des garçons et Emilienne Flaunet, la première directrice de l'école des filles.

le saviez-vous ?
Info Chronologie
 1848 : Mairie-École
 1929 : école du Vert-Galant
 1932 : école du Centre



le savez-vous ?

Albert Zechetti qui fait partie des 15 otages civils fusillés sommairement est inscrit sur la stèle du souvenir. Mais il faut signaler qu'il a survécu miraculeusement à son exécution en échappant au coup de grâce et en se trainant blessé jusqu'à chez lui où il a pu se rétablir.

LA STÈLE EN HOMMAGE AUX VICTIMES DE JUIN 1940 DE VILLEPINTÉ

Les événements de juin 1940

Suite aux échauffourées du 13 juin 1940 qui les ont opposés aux forces françaises, les Allemands organisent des représailles. En effet, ils ont perdu neuf hommes dans la bataille et rendent responsables les habitants des environs du Canal de l'Ourcq. Ainsi, le 14 juin, au petit matin, ils raflent de nombreux civils avant d'en choisir 15 qu'ils fusillent presque aussitôt. Dix sont exécutés au bord du Canal de l'Ourcq tandis que les cinq autres sont fusillés en face de la gare du Vert-Galant. Villepinte paie le plus lourd tribut avec dix victimes. Villeparisis et Mitry-Mory perdent chacune un habitant tandis que Tremblay compte deux fusillés. (Albert Zecchetti est le seul à sortir vivant des événements. En effet, plus petit que les autres, les rafales de mitrailleuses ne l'ont atteint qu'au ventre. Gravement blessé, il réussit à se traîner jusqu'à sa maison, une fois le peloton d'exécution parti).

Une plaque commémorative au Vert-Galant

Le 15 septembre 1945, le Conseil Municipal décide de la pose d'une plaque commémorative à la mémoire des victimes civiles de juin 1940, au lieu de la fusillade c'est-à-dire au lampadaire de la Cour des voyageurs. Pour cela, il doit avoir l'autorisation de la SNCF car le terrain lui appartient. Six mois plus tard, le Président de la SNCF donne son accord et met la ville en relation avec la Maison Debourle. Cette dernière, spécialisée en marbrerie, située à Livry-Gargan, doit confectionner la plaque. Ainsi, le 15 avril 1946, le Conseil Municipal approuve l'achat de la plaque et de son support chez Debourle pour un montant total de 2 640 francs. Désormais, celle-ci se situera en bordure du chemin du Loup et non plus dans la Cour des voyageurs. L'inauguration est fixée au 29 août de la même année, jour anniversaire de la libération de Villepinte. Le 27 juillet 1947, M. Henri Havard, ancien otage, qui tenait le café « La Maison Henri » à quelques dizaines de mètres de l'endroit où les otages ont été assassinés, propose de céder un terrain à proximité du monument au profit d'un autre terrain situé sur le chemin du Loup.



Archives municipales de Villepinte - Stèle en hommage aux victimes de juin 1940 après sa restauration (2006) - 1Fi3



Collection Daniel Laurent - Monument en hommage aux victimes fusillées de juin 1940 (s.d.)

Liste des otages civils fusillés le 14 juin 1940 - Extrait de : REVEL Hervé, la Banlieue nord-est de Paris dans la Seconde Guerre mondiale, Editions Fiacre (2012)

IDENTITÉ	ÂGE	MÉTIER	LIEU DE LA RAFLE
BEAUGRAND Adrien	44 ans	Typographe	41, avenue Henri IV, Villepinte
BCEUF Clotaire	44 ans	Télégraphiste	Rue de l'église, Villeparisis
BONTEMPS Roger	39 ans	Tôlier	38, avenue de la Gare, Villepinte
CHAUVET Marcel	22 ans	Peintre en lettres	Avenue de Navarre, Mitry-Mory
DESBREE Léon	80 ans	Menuisier	Avenue de Sully, Villepinte
DESCOMBES Jean	55 ans	Manceuvrier	Avenue Blanqui, Villepinte
DIDIER Gaston	52 ans	Garçon de bureau	34, bd Charles Vaillant, Tremblay
EVAIN Léon	60 ans	Ouvrier	Avenue des Nymphes, Villepinte
GUIFFARD Gaston	40 ans	Charbonnier	Avenue Massenet, Villepinte
LARSONNIER Achille	63 ans	Manouvrier	Mitry-Mory
MASSON André	59 ans	Gérant	40, avenue Pasteur, Tremblay
ROCHE Alexandre	43 ans	Acrobate prof.	21, avenue de la Gare, Villepinte
ROCHE Auguste	44 ans	Acrobate prof.	21, avenue de la Gare, Villepinte
ZANON Joseph	44 ans	Menuisier	Avenue Branly, Villepinte
ZECCHETTI Albert	Inconnu	Cafetier	Café « Au Père tranquille », 38 av. de la Gare, Villepinte

Liste des victimes civiles tombées lors des combats du 13 juin 1940

SAVAR Juliette	32 ans	Sans profession	2, chemin au Loup, Tremblay
ANDRIEU Marie	57 ans	Sans profession	Avenue Pasteur, Tremblay
COQUERELLE Léopold	65 ans	Inconnu	382 avenue Mogart, Tremblay
DESAIN Ch.François	45 ans	Retraité	83 boulevard Charles Vraillant, Tremblay
LEVY Alfred Victor	71 ans	Manceuvre	20 rue des Ramiers, Sevan

zoom

La stèle comporte 15 noms, conformément au nombre des otages fusillés. Le nom de Juliette SAVAR, assassinée le 13 juin, après avoir portée secours à des soldats français blessés, a été rajouté pour preuve de son courage.

Déroulement des festivités le jour de l'inauguration

9h30 Rassemblement Place Centrale

10h Inauguration Place de la Gare. Discours de M. le Maire

Cérémonie au cimetière

11h-12h Garde d'honneur avec deux drapeaux, portés à deux membres du Conseil municipal et deux membres des associations

La pose de la plaque est confiée à M. Lecuyer



Archives municipales de Villepinte - Vert-Galant, vue du canal de l'Ourcq et du pont de Villepinte (s.d.) - 2Fi30





L'HÔTEL DE VILLE DE VILLEPINTÉ

La maison commune : quand la mairie partageait l'école



Archives municipales de Villepinte - La Mairie - B.O.M. n°12 octobre 1972 - 139W2

En 1848, Villepinte acquiert la première Mairie-école de son histoire. Elle est achetée aux héritiers Redant pour 7 000 francs. La maison, située sur la Grande Rue, près de l'église et de la place de la Fête, comporte un rez-de-chaussée, un étage, un grenier, une cave et une cour donnant sur la place. Au rez-de-chaussée, l'espace est découpé entre un vestibule, un petit atelier, une cuisine et un cabinet ainsi que deux chambres et leurs cabinets. Le premier étage ouvre également sur deux autres chambres et leurs cabinets. Les murs sont épais de 60 centimètres, ce qui en fait une bâtisse plutôt imposante.

La vie municipale à Villepinte à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle

A partir de 1831, le Conseil Municipal est élu par les habitants les plus riches (suffrage censitaire). Dans les années 1870, ce sont dix conseillers municipaux qui assistent assidûment aux séances, preuve de leur attachement aux affaires de la commune. Dix autres conseillers dits « forts contribuables » font également partie du Conseil Municipal mais ils ne sont presque jamais présents. En 1877, la profession des dix premiers membres reflète la structure dirigeante du Vieux Pays.

IDENTITÉ	Profession
Achille	Cultivateur
Albert	Cultivateur
Emile	Cultivateur
Philippe MASSON	Cultivateur
Achille TAVEAU	Cultivateur
Delphin LENFANT	Marchand de vin
Antoine LEMAIRE	Marchand de vin
René-Ange GARNIER	Marchand de vin
Alphonse ANDRIEUX	Rentier
Frédéric HIDOUVILLE	Propriétaire

Le Maire est élu par les conseillers municipaux qui élisent également son adjoint. Ainsi, à quelques exceptions près, les Maires de Villepinte sont cultivateurs ainsi que leurs adjoints, symbole d'un village où l'agriculture tient une place prépondérante. De plus, jusqu'en 1922, c'est l'instituteur qui fait office de secrétaire de mairie. Il dispose alors d'une pièce réservée à sa fonction, au premier étage de la Mairie-école, à côté du bureau du Maire. En 1920, l'instituteur est congédié par le Maire dans sa fonction de

secrétaire car la multiplicité des affaires communales rend incompatibles ses fonctions de secrétaire de mairie et d'instituteur. De plus, il lui est reproché la mauvaise marche du service de l'enseignement et les insultes qu'il a proférées à l'encontre du Maire...

De la mairie à l'hôtel de ville : un visage transformé

En 1932, avec l'inauguration de l'école du Centre, le bâtiment n'est plus occupé que par les services municipaux. Face à l'évolution croissante de la population, celui-ci devient trop petit pour accueillir l'ensemble du personnel communal. Il est une première fois agrandi en 1971. Cette extension n'est que provisoire car la Ville attend la construction d'un grand centre administratif qui pourra répondre aux besoins d'une population de 30 000 habitants. En effet, en 1979, la nouvelle mairie est déjà trop petite. Les services techniques sont alors délocalisés dans une partie des locaux de l'ancienne école du Centre. Ainsi, le 20 décembre 1995, le Conseil Municipal décide de rendre les services publics plus efficaces avec un nouvel agrandissement. Le projet est piloté par les architectes Renaud et Vignaud. L'extension forme un U avec l'ancien bâtiment. Accessible, très vitré et pratique, ce nouveau bâtiment dispose « d'une salle des mariages chaleureuse et d'un local d'archives sécurisé ».



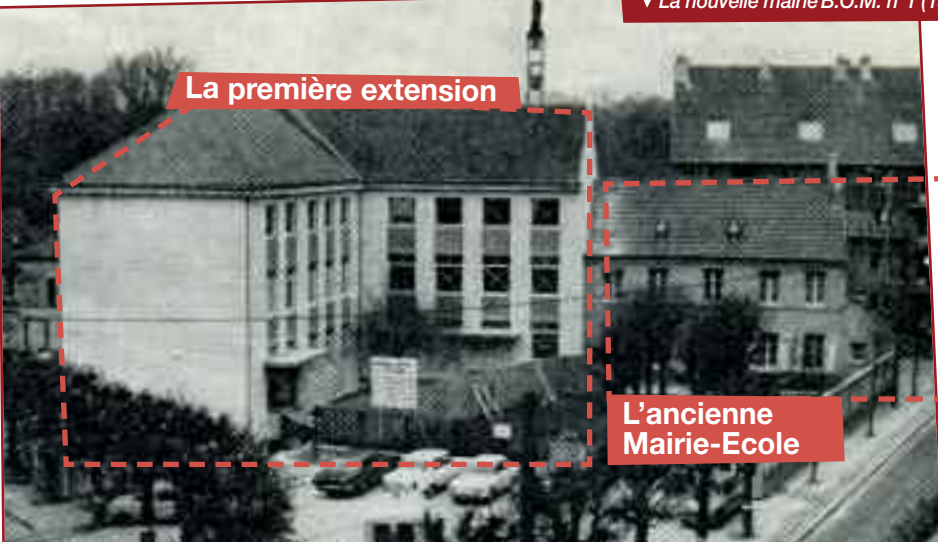
Archives municipales de Villepinte - Maquette de l'extension exposée à l'hôtel de ville - B.O.M. n°1 (1995) - 139W7

chronologie

1845 : installation à la Mairie-école
1932 : l'école déménage de la Mairie-école
1971 : 1^{ère} extension qui conserve l'ancienne Mairie-école
1998 : 2^{nde} extension, l'hôtel de ville prend son visage actuel



Archives municipales de Villepinte ▲ La salle des mariages de la nouvelle mairie
▼ La nouvelle mairie B.O.M. n°1 (1972) - 139W2



La première extension

L'ancienne Mairie-Ecole



ILS ONT MARQUÉ L'HISTOIRE

DE VILLEPINTE

La famille Bignon



Archives municipales de Villepinte - Jérôme VI Bignon - BOM n°50 (dec.2000) - 139W9

En 1789, Jérôme VI Bignon, 22 ans est le dernier représentant d'une lignée de « bibliothécaires du Roi ». Il est propriétaire du château de Villepinte, que le marquis d'Argenson a dessiné au cours du séjour qu'il y a effectué en 1747. D'abord secrétaire de l'avocat général au Parlement Joly de Fleury, il devient, en 1788, l'un de ses substituts quand ce magistrat devient Procureur Général. Mais la Révolution française précipite sa chute. En effet, le 1er février 1790, Jérôme VI vend le château de Villepinte à Monsieur Savalette de Layes et à Mademoiselle Hatry, mais continue à venir à Villepinte en 1791 et 1792.

La famille Afforty



Archives municipales de Villepinte - Maître Pierre Afforty - BOM n°51 (janv.2001) - 139W9

Maître Pierre Afforty a 65 ans en 1789. Il est laboureur et Procureur fiscal de Villepinte, charge qu'il a hérité de son père. Il tient la ferme seigneuriale, sur l'emplacement de l'actuel sanatorium, pour le compte de l'abbé de Saint-Denis. C'est au titre de « laboureur en la paroisse de Villepinte » que Maître Pierre Afforty sera élu Député pour représenter le Tiers-Etat de Paris hors les murs, aux Etats généraux convoqués par Louis XVI et ouverts à Versailles le 5 mai 1789. Marié à Geneviève Suzanne Regnard, il a au moins 8 enfants dont Pierre Afforty (fils), également laboureur. C'est lui qui tient la ferme seigneuriale de Villepinte jusqu'à son aliénation en 1791. Estimée par les commissaires du District de Gonesse à 98 734 livres, elle est mise à prix à 130 000 livres et achetée 245 000 livres sous le nom de Jean-Baptiste Boscary.

Eugène Criqui



Collection association «ARCHIVE» Eugène Criqui au cours d'un entraînement (vers 1920)

Eugène Criqui est un boxeur français né le 15 août 1893 à Paris. C'est en 1910, à 17 ans, qu'il livre ses premiers combats. Tourneur-ajusteur dans le quartier de Belleville, il s'entraîne le soir après son travail. Le 14 février 1912, il devient Champion de France des « Mouches ». Pendant la Première Guerre mondiale, une balle lui brise la mâchoire inférieure et il a peu d'espoir, à cette époque, de pouvoir reprendre la boxe. Néanmoins, il parvient le 27 septembre 1921 à s'emparer du titre national des « Poids Plumes ». Il conserve son titre après le combat du 4 février 1922, le plus célèbre, contre Charles Ledoux, battu par K.O. Une série de victoires au K.O. et surtout celle du 7 juillet 1922 lui assurent la suprématie européenne des « Plumes ». Il est surnommé « le Roi du K.O. ». Le 2 juin 1923, il devient Champion du Monde des Plumes après un combat contre Johnny Kilbane, en 6 rounds, à New-York. Titre qu'il perd en juillet de la même année. Il boxe pour la dernière fois le 19 mars 1928. Au total, il a disputé 115 matchs dans sa carrière. M. Criqui était aussi Président d'honneur du Ring Villepinte Vert-Galant, une association renommée de boxe à l'époque où André Nuytens en était le président. Il meurt le 6 mars 1977. Pour lui rendre hommage, la ville a donné son nom à un stade et une aire de jeu.

Antoine Cusino



Archives municipales de Villepinte Aux obsèques d'Antoine Cusino - 1944

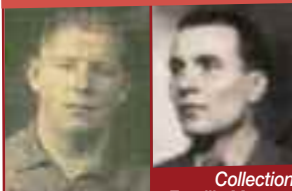
Antoine Cusino est un jeune sergent FTPF (Francs-tireurs et partisans français), membre de la Résistance, lorsqu'il entreprend de récupérer de l'essence. Celle-ci doit être livrée sur un poste de la route des Petits Ponts qui mène à la Mairie de Villepinte. Le 18 août 1944, il part avec 6 hommes et reste avec l'un d'eux, en surveillance, près du camion. A peine arrivés, une auto mitrailleuse allemande surgit. Il est aussitôt arrêté et conduit à la gare de la voie ferrée de Rivecourt, à Villepinte. Sur le chemin, alors qu'il chante « La Marseillaise », les allemands l'exécutent de plusieurs balles. Antoine Cusino allait avoir 20 ans. La Résistance, qui récupéra son corps, le veilla jusqu'à ses obsèques, le 22 août 1944. Deux rues portent son nom, une à Tremblay, sa commune d'origine et l'autre à Villepinte.

Le blason



Couronne murale à trois tours crénelées : symbole des déesses grecques protectrices des cités. **Gerbés de blé** croisés et liés d'azur : symbole de l'importante production locale de céréales. **Le V central** : initiale de Villa Picta (ancien nom de Villepinte). **Trois fleurs de lys** encadrant le clou de la Passion : armoiries de l'abbaye de Saint-Denis (propriétaire de la châtellenie de Villepinte jusqu'à la Révolution). **Les socs de charrue** : les cultures.

Georges Burger et Roger Moreau



Collection Famille Burger - Georges Burger sur sa carte de prisonnier en Allemagne (1941)

Collection Famille Moreau, Roger Moreau (s.d.)

Après avoir essuyé une forte résistance sur le Canal de l'Ourcq le 13 juin 1940, l'armée allemande organise des représailles sur les populations civiles. Quinze otages sont fusillés le matin du 14 juin tandis qu'un groupe de 10 autres otages est fait prisonnier. Parmi eux, Georges Burger et Roger Moreau qui ont respectivement 16 et 15 ans. Avec leurs compagnons d'infortune, ils sont conduits en Allemagne, au camp de Hemer, en Westphalie. Ils portent alors les matricules 39019 et 39018. En décembre 1940, ils sont intégrés dans une famille allemande et contraints de travailler pour l'économie allemande. Georges Burger s'échappe à l'occasion d'une permission tandis que Roger Moreau profite de l'aide d'une jeune allemande en décembre 1941 pour prendre un train à destination de la France puis de Villepinte. Georges Burger est mort le 5 janvier 2010. Son compagnon d'infortune s'est, quant à lui, éteint le 31 janvier 2004.

Congrégation des Sœurs de Marie-Auxiliatrice

Cette congrégation a été fondée en 1854, par Marie-Thérèse de Soubiran. Les Sœurs vivent en petite communauté et sont aux services des autres, notamment des jeunes et des pauvres. En effet, elles ouvrent à Paris une « Maison de famille » à destination des jeunes filles pauvres de Paris dont l'état de santé ne leur permet plus de travailler. L'établissement se révèle très vite trop petit. C'est pourquoi les Sœurs investissent dans un pavillon à Livry, plus grand. En 1881, soucieuses d'offrir à leurs malades un environnement sain, elles achètent le Château-rouge et créent l'asile Sainte-Marie. Pendant plusieurs décennies, elles consacreront leur vie à leurs malades, agrandissant toujours plus la capacité d'accueil de l'institution.

Abbaye de Saint-Denis

A l'origine, Villepinte était rattachée à l'abbaye royale de Saint-Denis, fondée par Dagobert en 630. Enrichie par des donations et des achats, l'abbaye devient très vite une puissance foncière et économique. Au IX^e siècle, les terres de Villepinte servent de revenus aux moines de l'abbaye, via l'impôt qu'ils perçoivent dessus. L'abbaye compte alors environ 150 religieux. Villepinte est constituée en châtellenie, territoire sur lequel le seigneur châtelain, l'abbé de Saint-Denis, possède un château et où il exerce son pouvoir de commandement, de police et de justice. Une demeure fortifiée édifée par les abbés leur sert de pied-à-terre lorsqu'ils se rendent à Villepinte. Au XIII^e siècle, la famille Bouteiller de Senlis, qui possède la Seigneurie de Villepinte, la revend à l'abbaye, qui agrandit ainsi son domaine. Alors qu'au Moyen Âge, Villepinte, comme les paroisses voisines, est constituée de dizaines de petites seigneuries, un mouvement de concentration des terres conduit progressivement, du début du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle, à la mainmise de la propriété par cinq gros bourgeois de Paris et de Saint-Denis. L'abbaye de Saint-Denis elle-même concède, à partir du XIV^e siècle, une partie de ses terres sous forme de fiefs à des seigneurs laïcs. Par ailleurs, sur la réserve seigneuriale de l'abbaye, des paysans assurent l'exploitation des terres moyennant le paiement d'un fermage. Un nouveau mouvement de concentration des terres au XVIII^e siècle crée des dynasties de gros fermiers laboureurs, tels que les Afforty. La Révolution est l'occasion d'un transfert de propriétés, par le biais de la vente des biens nationaux, au profit d'acquéreurs bourgeois parisiens. Le nombre de petits et moyens propriétaires augmente aussi.

Pierre Audat

Pierre Georges Audat est né le 16 novembre 1933 à Paris. Titulaire d'un CAP d'ajusteur, il fait partie des appelés du contingent en Algérie. Il appartient à la 9^e RCA. Pierre Audat est le premier appelé tué, de la guerre d'Algérie (1954-1962). Il meurt le 1er novembre 1954, abattu par des fellagas alors qu'il montait la garde. Il allait avoir 21 ans. C'est pour lui rendre hommage que la commune donne son nom à une rue. Il est inhumé au cimetière de Villepinte.

Les maires de Villepinte...

Achille **Masson** : 1862-1868 / 1868-1871 / 1871-1876 / 1876-1881
Achille **Taveau** : 1881-1888
Emile **Masson** : 1888-1896
Achille **Taveau** : 1896-1904
Emile **Masson** : 1904-1908
Achille **Taveau** : 1908-1912
Désiré **Garnier** : 1912-1919
Henri Pierre **Bataille** : 1919-1925 / 1925-1926
Albert **Dauvergne** : 1926-1929 / 1929-1932
Emile **Dambel** : 1932-1939
Ernest **Bonjean** : 1939-1941
Albert **Dauvergne** : 1941-1946 / 1946-1959 / 1959-1965 / 1965-1968
Roger **Lefort** : 1968-1977
Ange **Baraglioli** : 1977-1984
Roger **Lefort** : 1984-1995
Jean Claude **Mejsak** : 1995-2001
Martine **Valleton** : 2001-2008
Nelly **Roland-Irberby** : 2008-2014
Martine **Valleton** : 2014-....





Archives municipales de Villepinte - Place Jean Moulin au Clos-Montceuleux (vers 1950) - 2Fi398



Archives municipales de Villepinte - Le quartier du Vert-Galant (vers 1960) - 2Fi423

LES PREMIERS LOTISSEMENTS DE VILLEPINTÉ

Au début du XX^e siècle, Villepinte compte 646 habitants. En 30 ans, sa population est multipliée par 5. En effet, après la Première Guerre mondiale, les lotisseurs investissent dans de vastes terrains situés à proximité des voies de chemin de fer.

La naissance du quartier du Vert-Galant et du Clos de Montceuleux

L'intérêt des lotisseurs se porte sur le lieu-dit du Vert-Galant, encore vierge, où se trouve la Halte du même nom. Ces lotissements sont évoqués dès 1921 dans les délibérations du Conseil Municipal. Les terres disponibles sont vendues par les grands propriétaires terriens du village, Messieurs Bataille, Dauvergne et Dejaiffe. Une dizaine de sociétés se partage les parcelles qui ont toutes un nom différent, inspiré la plupart du temps par des lieux-dits déjà existants. Six lotissements sur 12 ont repris partiellement le nom de Vert-Galant. Les autres se nomment « Le Rêve », le « Bon Avenir », le « Bon Air », « Les Fougères », etc. Ainsi, entre 1920 et 1930, 7% de la superficie est lotie : « Vert-Galant » au sud, la Cité-jardin de Bellevue à l'est et le Clos de Montceuleux en bordure de la route des Petits Ponts. Ces constructions sont faites de manière précaire, ne respectant pas la législation nouvellement parue. En effet, les terrains sont inondables, et ne sont raccordés ni à l'électricité, ni au gaz, ni à l'eau courante. C'est pourquoi, afin de mettre un terme à ces pratiques, le Conseil Municipal pousse les nouveaux propriétaires à se constituer en associations syndicales. Le lotissement du Clos de Montceuleux, bien que plus favorisé au vu de sa position géographique, connaît de nombreux déboires, endigués uniquement par l'intervention de la Ville qui lui accorde gain de cause face aux lotisseurs.

Le quartier du Vert-Galant se caractérise par son développement en étoile. Ainsi, le quartier s'articule autour d'une place centrale. Ces axes de circulation existaient déjà avant les lotissements, axes que les lotisseurs ont conservés. Ils sont les vestiges des chemins empruntés par les agriculteurs avec leurs machines ou encore ceux des jardins d'un château situé sur le territoire de Tremblay. Des routes perpendiculaires sont bâties le long des axes principaux, donnant au quartier sa forme si particulière de pentagone.

Le saviez-vous ?

Le quartier du Vert-Galant doit son nom à Henri IV, Roi de France (1589-1610). En effet, il était surnommé Vert-Galant en raison du grand nombre de ses maîtresses, toujours plus jeunes que lui.

Un rêve devenu réalité : l'accession à la propriété privée

Des sociétés d'épargne achètent des lotissements entiers afin d'en faciliter l'accès aux ouvriers et aux classes moyennes qui disposent de fonds limités. Ces derniers épargnent grâce à un livret de versement hebdomadaire. Une fois le livret rempli, les lots sont tirés au sort et livrés aux nouveaux propriétaires. Les premiers habitants sont des commerçants, des artisans, des familles nombreuses, des veuves ou encore des parents d'enfants soignés au sanatorium. Leurs maisons sont construites de matériaux divers avant d'évoluer, au fil des années, vers des constructions en « dur ». Le quotidien est sommaire puisque les habitants puisent l'eau au puits et vivent à la lumière de la bougie ou de la lampe à pétrole. En effet, les lotissements sont progressivement électrifiés à partir de 1928. Toutefois, le quartier est vivant et, à l'initiative de ses habitants, il se dote rapidement de commerces, d'un marché et de plusieurs bureaux de tabac. La construction de la gare du Vert-Galant aidera à son essor.



Collection Tissot - Extrait d'un livret d'épargne (1922)

Les premiers lotissements de Villepinte vers 1930

Le Clos-Montceuleux

La Cité-jardin Bellevue

Le Vert-Galant



Les premiers logements sociaux à Villepinte : la Cité-jardin Bellevue

Le 15 juillet 1954, la commune de Villepinte et la société Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille signent une convention en vue de procéder à la construction de 53 logements de première nécessité sur le terrain Bellevue. Les avenues Daubenton et Diderot sont percées en 1955 pour permettre l'accès au lotissement. L'ensemble des logements est occupé au 1^{er} juillet 1955. Dès leur conception, les bâtiments présentent de nombreuses malfaçons. Une délibération du 16 février 1956 dénonce la construction hâtive du lotissement, mettant notamment en avant une certaine négligence dans les travaux et la désinvolture avec laquelle des sommes importantes ont été dépensées pour un programme incomplet et sans étude précise. En 1957, l'Amicale des locataires de la « Cité Bellevue » envoie une pétition au Secrétaire d'Etat de la reconstruction et du logement de l'époque, Bernard Chochoy, et à la commune de Villepinte pour y dénoncer l'ensemble des dysfonctionnements de la « cité d'urgence ». « Ces logements ne répondent pas du tout à l'aspiration des honnêtes ouvriers qui les habitent. Nous ne demandons pas des palaces, mais au moins des logements sains et décentes » peut-on lire. Les bâtiments présentent des malfaçons (absence d'isolation, présence d'humidité dans les murs, évacuation des eaux usées non fonctionnelle...) et les infrastructures collectives ne sont pas achevées (routes non goudronnées, rues non éclairées...). Le 8 février 1964, le Conseil Municipal de Villepinte propose la suppression de la cité d'urgence, dont les bâtiments, « s'ils dépannent les cas urgents et douloureux, n'en demeurent pas moins quelque chose devenu inacceptable de notre époque ». La démolition effective de la cité d'urgence Bellevue a lieu en novembre 1975. Le terrain est alors rétrocédé à la Ville. Trente-trois pavillons locatifs HLM, utilisant l'énergie solaire, y sont érigés au début des années 1980. Ce sont les maisons solaires de Villepinte.



Archives municipales de Villepinte - La Cité-jardin Bellevue (vers 1950) - 2Fi442





Archives municipales de Villepinte, n.c. - Signature du serment et apposition des sceaux (1986)

VILLEPINTÉ JUMELAGE

SCHWENDI SCHÖNEBURG

En 1986 Villepinte a signé une convention de jumelage avec deux villes allemandes : Schwendi et Schöneburg. Vingt ans après, en 2006, un arbre de l'amitié a été planté pour honorer cette relation. Depuis près de 30 ans, les échanges se sont régulièrement poursuivis et de nombreuses actions ont été menées.

Qu'est-ce qu'un jumelage ?

L'idée du jumelage s'est progressivement développée après la Seconde Guerre mondiale, principalement entre les collectivités des deux principaux pays belligérants, la France et l'Allemagne, dans un esprit de réconciliation. L'objectif était de surmonter les blessures de deux nations qui s'étaient fait la guerre trois fois en un siècle (1870, 1914, 1939). Cette première étape du jumelage a fait école et a ouvert la voie depuis, à de multiples formes de coopérations décentralisées.

Le saviez-vous ?

Près de 15 000 collectivités locales sont aujourd'hui actives dans le mouvement des jumelages en Europe.

Les échanges entre les 3 villes

Échanges scolaires : une fois par an, 8 à 10 collégiens villepintois partent une semaine en Allemagne et reçoivent leurs correspondants une semaine. Les frais sont à la charge du comité de jumelage.



Mairie de Villepinte, service communication - Elèves allemands et français (collège Camille Claudel), 31 mai 2011

Échanges sportifs : le FCV, section de football, organise des rencontres alternativement en Allemagne et à Villepinte.



Mairie de Villepinte, service communication - Footballeurs villepintois et allemands (2010)

Échanges de familles : les familles françaises et les membres du comité de jumelage se rendent en Allemagne tous les deux ans et reçoivent les familles allemandes tous les deux ans en alternance. Les familles pouvant partir en Allemagne sont prioritairement celles accueillant d'une année sur l'autre les membres du comité de jumelage.



Mairie de Villepinte, service communication - Château de Chantilly avec une délégation venue d'Allemagne (4 octobre 2008)

L'arbre de l'amitié : un symbole

L'arbre de l'amitié a été planté le 24 septembre 2006, à l'occasion de la célébration des 20 ans de la création du jumelage avec Schwendi et Schöneburg, en présence des deux maires de l'époque. Il s'agit d'un chêne. Son nom est QUERCUS x turneri, c'est-à-dire Chêne de Turner. Il a une origine horticole ; il a été obtenu au XVIII^{ème} siècle dans l'Essex (pépinière du M. Turner) par croisement entre un Quercus ilex et un Quercus robur. Cette variété peut atteindre jusqu'à 18 m.

Le chêne est, généralement, symbole de force, de majesté, de sagesse, de générosité, de puissance, de longévité, de fidélité. Pour Villepinte il représente la profonde amitié qui unit les deux communes et que le comité de jumelage essaie de faire vivre et de fortifier chaque année. Au-delà, il rentre dans le cadre du rapprochement avec l'Allemagne après la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale.

Le saviez-vous ?

Le complexe sportif porte le nom Schwendi Schöneburg : hommage au jumelage qui lie les deux villes à Villepinte.



Archives municipales de Villepinte, n.c. - Écusson du relais organisé dans la cadre du premier anniversaire du jumelage (1987)



Archives municipales de Villepinte, n.c. - Les élus dévoilent la plaque du complexe sportif (1986)